

14 juin 2024

Cameroun : Point de situation sécuritaire de janvier à décembre 2023

Focus sur les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest
et sur celle de l'Extrême-Nord

Avertissement

Ce document, rédigé conformément aux [lignes directrices](#) communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine, a été élaboré par la DIDR en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière et ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

1. Le contexte sécuritaire en 2023	3
2. Nombre d'incidents violents par régions	4
2.1. Une recrudescence des incidents violents en 2023	4
2.2. La région du Nord-Ouest	8
2.2.1. Nombre d'incidents violents par département dans la région du Nord-Ouest.....	9
2.2.2. Principaux faits sécuritaires recensés	9
2.3. La région du Sud-Ouest	10
2.3.1. Nombre d'incidents violents par département dans la région du Sud-Ouest.....	10
2.3.2. Principaux faits sécuritaires recensés	11
2.4. La région de l'Extrême-Nord.....	11
2.4.1. Nombre d'incidents violents par département dans la région	12
2.4.2. Principaux faits sécuritaires recensés	12
3. Types d'incidents violents.....	13
4. Démographie et nombre de morts liés aux incidents sécuritaires par région	14
5. Principaux acteurs	16
5.1. Les séparatistes armés dans les régions anglophones (NOSO)	17
5.2. Les groupes islamistes armés dans la région de l'Extrême-Nord	20
5.3. Les milices armées communautaires	21
5.4. Les forces de sécurité du Cameroun.....	21
6. Situation générale des personnes déplacées	22
7. Situation humanitaire	22
Bibliographie	25

Résumé : Veille sécuritaire du Cameroun couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023 à partir de l'exploitation de la base de données d'ACLED.

Abstract: Security monitoring of Cameroon from 1st January to 31st December 2023, relying on ACLED's database.

Nota : La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

1. Le contexte sécuritaire en 2023

Depuis quelques années¹, le Cameroun est en proie à deux conflits armés distincts et simultanés qui tendent à perdurer, voire à s'aggraver par endroits :

Dans la région de l'Extrême Nord, depuis 2014, les groupes djihadistes issus de la mouvance de Boko Haram qui sévissent aux abords du bassin du Lac Tchad au Nigéria et au Tchad voisins ont gagné du terrain au Cameroun. Lors de leurs incursions meurtrières, ils s'attaquent aussi bien à des populations civiles villageoises qu'à des militaires et autres représentants de l'Etat, contraignant les autorités à renforcer la présence des forces de sécurité et de défense dans le Nord du pays.

Depuis la mort de leurs leaders respectifs en 2021, les deux principales factions rivales de Boko Haram, le Groupe sunnite pour la prédication et le djihad (JAS) et l'État islamique Province d'Afrique de l'Ouest (ISWAP) s'affrontent régulièrement pour consolider leur emprise sur les populations et les ressources de la région. Ces tensions et heurts récurrents interviennent dans un contexte général de changement climatique dont pâtissent négativement les ressources vitales (hydrauliques, halieutiques, agricoles) dont disposent les riverains du Bassin du Lac Tchad.

Le gouvernement a renforcé la présence des forces de sécurité et de défense dans la région de l'Extrême-Nord afin de repousser et tenter d'éliminer les groupes armés non étatiques (GANE) islamistes².

Dans les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest (NOSO), des tensions historiques héritées de la période coloniale opposent les anglophones au pouvoir central francophone qu'ils accusent notamment de discrimination culturelle à leur encontre. En novembre 2016, alors que des manifestations pacifiques se tenaient dans les villes anglophones pour revendiquer plus d'autonomie, les manifestations ont été violemment réprimées par les autorités qui ont arrêté plusieurs leaders de la cause indépendantiste.

Depuis 2017, année qui a notamment vu la proclamation unilatérale (symbolique) de l'indépendance de la République Fédérale d'Ambazonie³ (constituée des régions du NOSO), le conflit s'est radicalisé et a pris la tournure d'un conflit armé. Des GANE séparatistes se sont constitués pour tenter d'obtenir par les armes une indépendance de fait de « l'Ambazonie »⁴. En sept ans de conflit, ces groupes se sont démultipliés sur le terrain, et plusieurs parmi eux ont adopté des modes opératoires criminels.

Les autorités ont multiplié les opérations anti-insurrectionnelles contre les GANE séparatistes des régions du NOSO qu'ils qualifient de « terroristes »⁵. Toutefois, en dépit des efforts déployés par le gouvernement, les incidents violents liés aux revendications des séparatistes n'ont pas diminué, et aucune tentative sincère de cessez-le-feu ou de réconciliation politique n'est intervenue de part et d'autre⁶.

Des **tensions intercommunautaires récurrentes**, le plus souvent déclenchées par des différends locaux pour contrôler l'accès aux ressources naturelles ont continué d'entraîner des clashes meurtriers entre communautés dans les régions du NOSO comme dans celle de l'Extrême-Nord.

En 2023, la situation sécuritaire au Cameroun est demeurée préoccupante du fait de la persistance, voire de l'intensification par endroits des conflits meurtriers qui sévissent dans les régions du NOSO et la région de l'Extrême-Nord.

Ce point de situation s'appuie essentiellement sur les chiffres de la veille sécuritaire sur le Cameroun produite par la DIDR couvrant la période du 1er janvier au 31 décembre 2023 à partir de l'exploitation de la base de données de l'organisation *Armed Conflict Location and Event Data Project* (ACLED)⁷.

¹ Pour plus de détails sur l'historique des conflits en cours au Cameroun, se référer à la précédente note de la DIDR : DIDR, 20/06/2022, [url](#)

² ICG, 2023, [url](#)

³ L'Ambazonie est le nom donné par les séparatistes à la nation constituée des deux régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun dont ils réclament l'indépendance.

⁴ Bertelsmann Stiftung, 19/03/2024, p. 6-8, [url](#)

⁵ Le Monde, 24/05/2023, [url](#)

⁶ Bertelsmann Stiftung, 19/03/2024, p. 6-8, [url](#)

⁷ ACLED, extraction 09/04/2024, [url](#)

2. Nombre d'incidents violents par régions

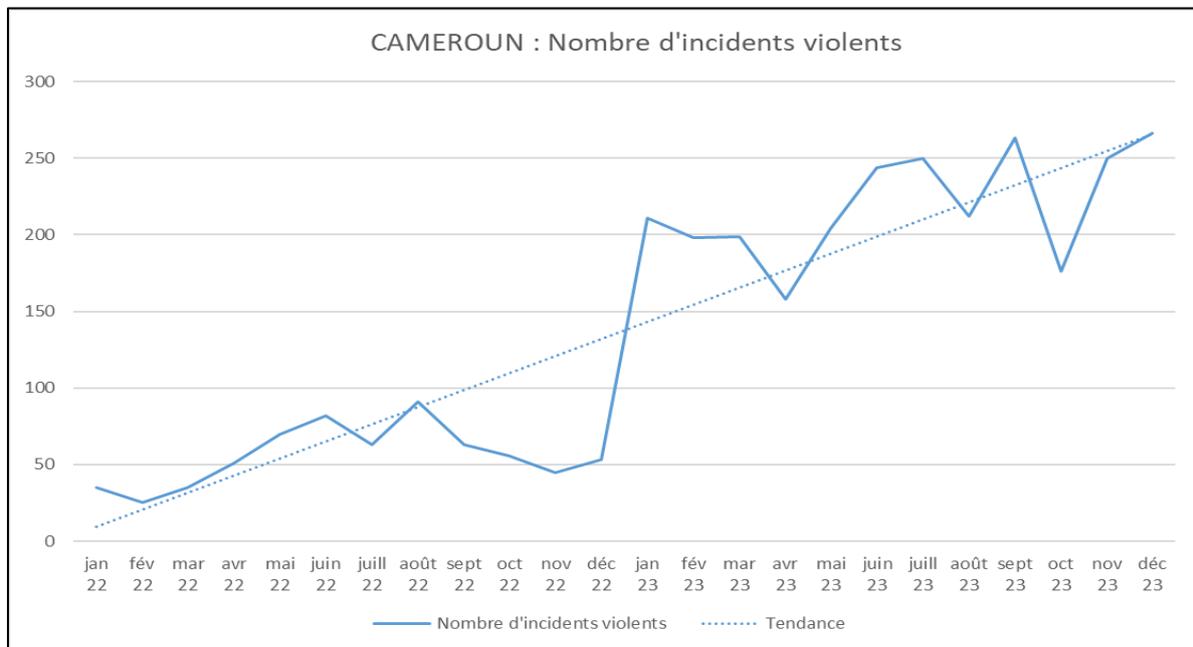
2.1. Une recrudescence des incidents violents en 2023

Le Cameroun figure à la 25^{ème} place des 50 pays les plus affectés par des conflits violents répertoriés par l'indice de conflictualité élaboré par ACLED⁸ qui comprend trois niveaux de violence : extrême, élevé et « turbulent »⁹.

ACLED classe le Cameroun dans la catégorie des pays en situation de conflit « élevé », dont le niveau de conflictualité - demeuré inchangé de 2019 à 2023 - est considéré comme « toujours préoccupant¹⁰ ».

Les statistiques extraites en avril 2024 de la base de données d'ACLED¹¹ montrent cependant qu'au cours de l'année 2023, le Cameroun a connu 2631 incidents violents sur l'ensemble du territoire, soit le double de la précédente période analysée par la DIDR¹² qui allait d'octobre 2020 à mars 2022, et qui, toujours sur la base des données d'ACLED, recensait 1326 incidents violents survenus dans tout le pays.

L'observation du graphique¹³ suivant, portant sur l'évolution des incidents violents survenus au Cameroun au cours des deux dernières années (2022 et 2023), montre que **2022 a connu un pic de violences au cours de l'été** (moins d'une centaine d'incidents par mois) **suivi de leur déclin progressif jusqu'en décembre** (autour d'une cinquantaine d'incidents par mois).



Graphique montrant la progression des incidents violents de 2022 à 2023

(Source: Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED); [url](#) ; Infographie : DIDR, Ofpra)

En revanche, alors que l'année 2022 s'était achevée avec une cinquantaine d'incidents violents enregistrés au mois de décembre, **le nombre d'incidents violents a brusquement quadruplé dès le début de l'année 2023, avec un peu plus de 200 incidents violents répertoriés au mois de janvier** (211 incidents violents très exactement).

⁸ ACLED, 01/2024, [url](#)

⁹ En anglais : « Index Levels : extreme, high, turbulent ».

¹⁰ En anglais : « Consistently concerning ».

¹¹ ACLED, extraction 09/04/2024, [url](#)

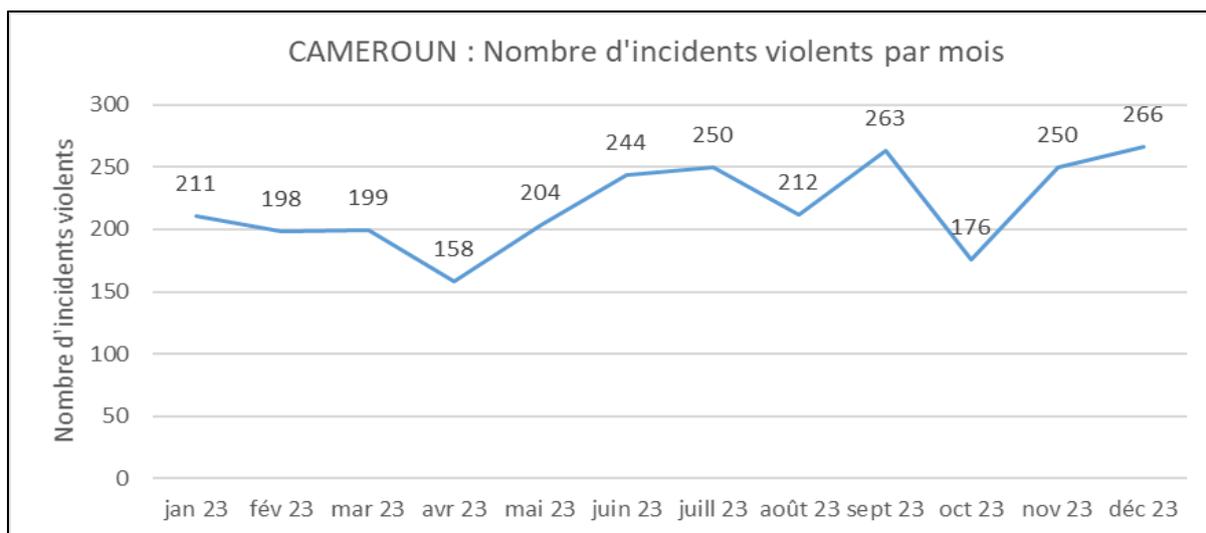
¹² DIDR, 20/06/2022, [url](#)

¹³ ACLED, extraction 09/04/2024, [url](#)

Le graphique¹⁴ ci-après, issu des données d'ACLED, porte sur le nombre d'incidents violents enregistrés chaque mois au Cameroun en 2023. Il montre que la brutale **recrudescence des violences observées en janvier s'est poursuivie tout au long de 2023**.

De fait, hormis pour les mois d'avril (158 incidents) et d'octobre (176 incidents), le nombre d'incidents violents survenus au Cameroun en 2023 a avoisiné mensuellement les 200 incidents et au-delà.

Cette trajectoire générale à la hausse comparativement à 2022 a même atteint des pics approchant les 250 incidents violents mensuels, voire plus, notamment au mois de septembre 2023 (263 incidents), et au mois de décembre 2023 (266 incidents) (Voir le graphique issu des données d'ACLED ci-dessous).



Nombre d'incidents violents au Cameroun par mois, en 2023

(Source: Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED); [url](#) ; Infographie : DIDR, Ofpra)

Le Cameroun est divisé en 10 régions, chacune étant dirigée par un gouverneur nommé par le président de la République¹⁵.

Le Cameroun anglophone comprend deux régions : celle du Nord-Ouest et celle du Sud-Ouest (ou régions du NOSO).

Le Cameroun francophone est composé de 8 régions : Nord, Extrême-Nord, Centre, Est, Ouest, Sud, Littoral et l'Adamaoua.

En 2023, à l'instar de la précédente période analysée par la DIDR¹⁶, les deux régions anglophones ainsi que la région francophone de l'Extrême-Nord, ont continué d'être les principales zones touchées par des conflits violents au Cameroun.

¹⁴ ACLED, extraction 09/04/2024, [url](#)

¹⁵ Bertelsmann Stiftung, 19/03/2024, p.6-8, [url](#)

¹⁶ La précédente période analysée par la DIDR allait du quatrième trimestre 2020 au premier trimestre 2022. Source : DIDR, 20/06/2022, [url](#)

Le tableau¹⁷ suivant, issu des données d'ACLED, permet de mieux appréhender le nombre d'incidents violents répertoriés par trimestre et par région en 2023 dans le pays :

Nombre d'incidents violents par région et par trimestre		T1 2023	T2 2023	T3 2023	T4 2023	Total	Total en %	Total 6 derniers mois	Total 6 derniers mois en %
Cameroun anglophone	Nord-Ouest	306	295	323	273	1197	45,5%	596	42,1%
	Sud-Ouest	184	192	214	204	794	30,2%	418	29,5%
Cameroun francophone	Adamaoua	1	2	3	0	6	0,2%	3	0,2%
	Centre	8	3	4	1	16	0,6%	5	0,4%
	Est	1	0	0	0	1	0,0%	0	0,0%
	Extrême-Nord	89	102	175	205	571	21,7%	380	26,8%
	Littoral	4	7	0	2	13	0,5%	2	0,1%
	Nord	5	1	3	3	12	0,5%	6	0,4%
	Ouest	10	4	3	4	21	0,8%	7	0,5%
CAMEROUN		608	606	725	692	2631		1417	

Nombre d'incidents violents au Cameroun par trimestre et par région
(Source: Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED); [url](#) ; Infographie : DIDR, Ofpra)

En 2023, sur les **2631 incidents violents** recensés pour l'ensemble du territoire camerounais par ACLED, 1991 incidents violents sont survenus dans les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest (NOSO)¹⁸. Traduits en pourcentages, ces chiffres révèlent que **les trois quarts des incidents violents comptabilisés en 2023 (75,7 %) sont advenus au Cameroun anglophone (régions du NOSO)**. Pour rappel, lors de la période antérieurement analysée par la DIDR (octobre 2020-mars 2022), les régions du NOSO abritaient 63,8 % des incidents violents nationaux¹⁹.

La région de l'Extrême-Nord a concentré le cinquième du restant des incidents violents survenus dans le pays (21,7 %)²⁰.

En dehors des trois principales régions en crise, ACLED²¹ a enregistré pour le restant des régions (toutes francophones) un total de 69 incidents violents, ce qui représente 2,6 % de l'ensemble des violences enregistrées dans le pays en 2023.

La région de l'Ouest a été la plus touchée, avec 21 incidents violents (0.8 % du total des incidents), **suivie de celle du Centre**, avec 16 incidents violents (0.6 % du total des incidents).

La région du Littoral a connu 13 incidents violents, et celle du Nord²² 12 incidents, ce qui représente pour chacune de ces deux régions 0.5 % de l'ensemble des incidents violents dans le pays.

Six incidents violents sont survenus dans l'Adamaoua (0.2 % du total des incidents), et un seul incident dans la région de l'Est (0 % du total des incidents). ACLED ne dispose d'aucune donnée sur d'éventuels incidents violents survenus en 2023 dans la région du Sud²³.

Au cours de la précédente période analysée par la DIDR, les principales régions touchées par quelques incidents violents étaient celles du Centre et de l'Ouest avec 13 incidents violents recensés pour chacune d'elles, suivies de la région du Littoral (9 incidents), celle du Nord (5 incidents), la région de l'Adamaoua (3 incidents), la région de l'Est (2 incidents), et, en dernier, la région du Sud (1 incident)²⁴.

¹⁷ ACLED, extraction 09/04/2024, [url](#)

¹⁸ ACLED, extraction 09/04/2024, [url](#)

¹⁹ DIDR, 20/06/2022, [url](#)

²⁰ ACLED, extraction 09/04/2024, [url](#)

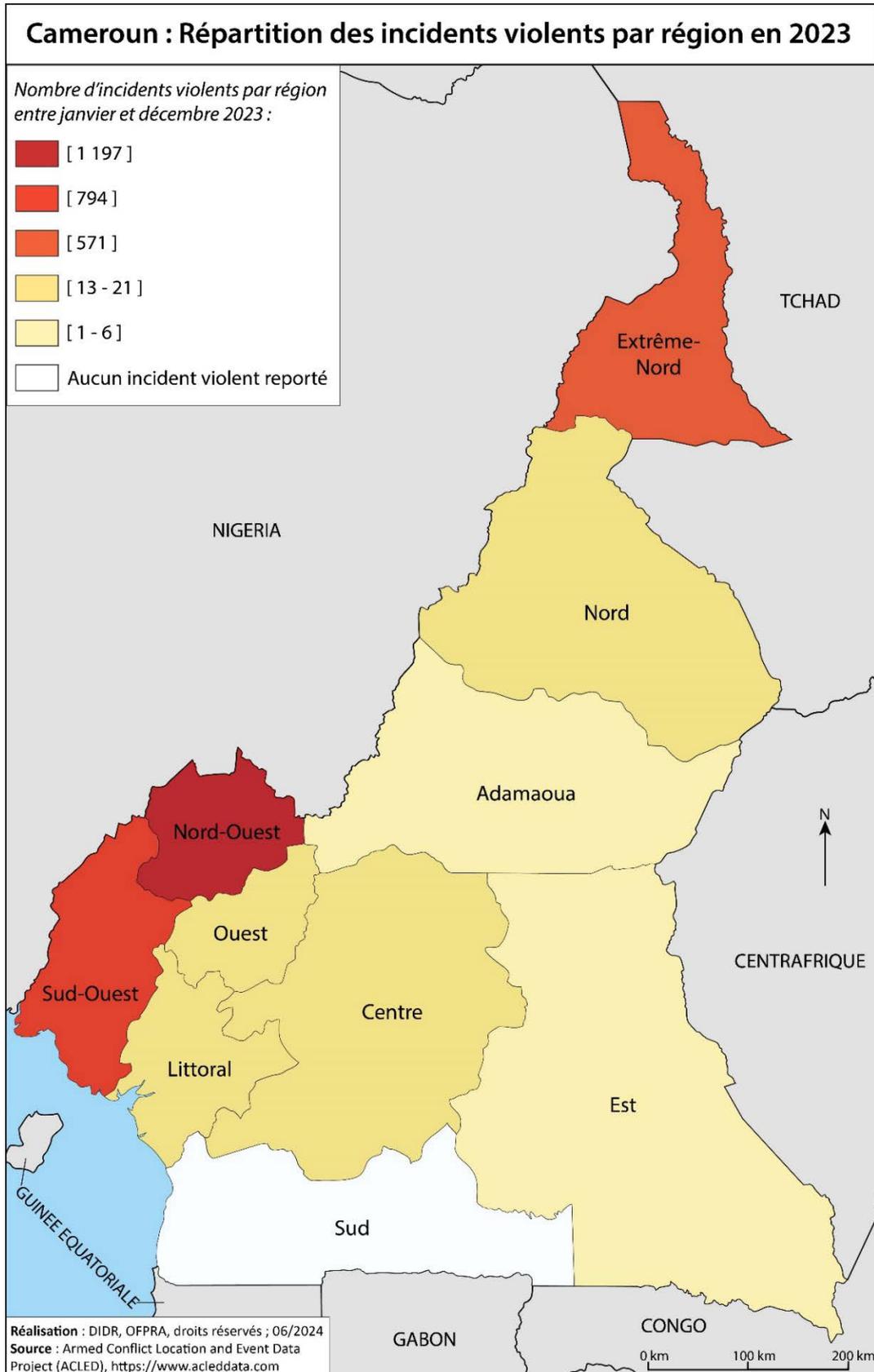
²¹ Voir le tableau « Nombre d'incidents violents au Cameroun par trimestre et par région ». ACLED, extraction 09/04/2024, [url](#)

²² International Crisis Group (ICG) a signalé que les 21 et 23 octobre, des GANE non identifiés ont enlevé une cinquantaine de personnes près de la commune de Touboro (département du Mayo-Rey) dans la région du Nord. Un incident rare selon l'ONG. Source : ICG, 2023, [url](#)

²³ ACLED, extraction 09/04/2024, [url](#)

²⁴ DIDR, 20/06/2022, [url](#)

La carte qui suit illustre la répartition des incidents violents par région en 2023.



Répartition des incidents violents par région en 2023 (Infographie : DIDR, Ofpra)

Il convient de noter qu'au cours du premier trimestre 2024, ACLED a enregistré une inflexion notable des violences avec un total de 417 incidents violents survenus au Cameroun, dont 207 incidents violents au sein des régions du NOSO, et 201 incidents violents dans la région de l'Extrême-Nord²⁵.

Nombre d'incidents violents par région et par trimestre		T2 2023	T3 2023	T4 2023	T1 2024	Total	Total en %
Cameroun anglophone	Nord-Ouest	295	323	273	116	1007	41,3%
	Sud-Ouest	192	214	204	87	697	28,6%
Cameroun francophone	Adamaoua	2	3	0	3	8	0,3%
	Centre	3	4	1	2	10	0,4%
	Est					0	0,0%
	Extrême-Nord	102	175	205	201	683	28,0%
	Littoral	7	0	2	1	10	0,4%
	Nord	1	3	3	6	13	0,5%
	Ouest	4	3	4	1	12	0,5%
CAMEROUN		606	725	692	417	2440	

Nombre d'incidents violents au Cameroun par trimestre et par région
(Source: Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED); [url](#) ; Infographie : DIDR, Ofpra)

En 2023, Dans les deux régions anglophones du NOSO, les GANE séparatistes ont continué de contraindre régulièrement les habitants à rester chez eux et à les menacer en cas de désobéissance²⁶. En mars 2023, Lucas Ayaba Cho, leader de l'un des gouvernements intérimaires auto-proclamés, l'*Ambazonia Governing Council*, a interdit toute participation aux élections sénatoriales sous peine de représailles²⁷. Lors de la rentrée scolaire du 4 septembre 2023, les GANE séparatistes ont une nouvelle fois imposé un boycott des écoles aux régions du NOSO²⁸.

Dans un rapport paru en juillet 2023, *Amnesty International* a dénoncé la situation subie par les populations civiles des régions du NOSO qui sont « régulièrement victimes d'atrocités, dont des exécutions, tortures et viols, commises par les forces de l'ordre et les séparatistes armés en conflit²⁹ ».

2.2. La région du Nord-Ouest

ACLED a recensé 1197 incidents violents dans la région du Nord-Ouest en 2023, soit **45,5 %** des violences survenues dans l'ensemble du pays, **une part en légère hausse** par rapport à la période précédente analysée par la DIDR (octobre 2020 - mars 2022), où 40,7 % des incidents violents nationaux s'étaient produits dans la région.

²⁵ Cameroun : : Annexe statistiques du 1er janvier au 31 mars 2024, source : ACLED, extraction 09/04/2024, [url](#)

²⁶ HRW, 11/01/2024, [url](#)

²⁷ 237 Actu, 17/01/2023, [url](#)

²⁸ HRW, 11/01/2024, [url](#)

²⁹ Le Monde, 04/07/2023, [url](#) ; AI, 04/07/2023, [url](#)

2.2.1. Nombre d'incidents violents par département dans la région du Nord-Ouest

Nord-Ouest	Total d'incidents violents	En % du total de la région	Total d'incidents violents liés aux Groupes séparatistes	soit en % du total de la région	Total d'incidents violents liés aux Forces de sécurité	soit en % du total de la région	Total d'incidents violents liés aux Milices armées	soit en % du total de la région
Boyo	88	7%	69	78%	55	63%	4	5%
Bui	257	21%	228	89%	200	78%	2	1%
Donga-Mantung	125	10%	104	83%	44	35%	16	13%
Menchum	51	4%	40	78%	20	39%	6	12%
Mezam	468	39%	386	82%	250	53%	3	1%
Momo	113	9%	105	93%	39	35%	3	3%
Ngo-Ketunjia	95	8%	91	96%	51	54%	0	0%
Total	1197		1023	85%	659	55%	34	3%

Nombre d'incidents violents par département au Cameroun anglophone en 2023

(Source: Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED); [url](#) ; Infographie : DIDR, Ofpra)

Les violences survenues en 2023 dans la région du Nord-Ouest ont été majoritairement le fait des groupes séparatistes (1023) et des forces de sécurité (659).

Les milices armées ont été impliquées à la marge dans des violences, surtout dans le département de Donga-Mantung (16 incidents), et, dans une moindre mesure, dans le département de Mechum (6 incidents) et le département de Boyo (4 incidents).

Les départements les plus touchés par des incidents violents en 2023 ont été par ordre décroissant, les suivants :

Le département de Mezam qui totalise près de la moitié des violences de la région (468 incidents violents, soit 39 % du total des incidents de la région) attribués essentiellement aux séparatistes armés ambazoniens et aux forces de sécurité.

Le département de Bui, qui a subi 228 incidents violents, soit le cinquième (21 %) des violences de la région.

Ils sont suivis par les départements de Donga-Mantung (10 %), celui de Momo (9 %), de Ngo-Ketunjia (8 %), de Bui (7 %) et enfin de Menchum (4 %).

2.2.2. Principaux faits sécuritaires recensés

Le 5 février, Wainachi Nentoh Honourine, députée du parti du **Social Democratic Front (SDF)** dans le département du Boyo (région du Nord-Ouest) a été enlevée sur une route du département de Mezam par des séparatistes armés qui ont réclamé une rançon avant de la libérer quelques jours après³⁰.

Le 7 mai, Anye Nde Nsoh, un journaliste, chef du bureau d'un journal hebdomadaire à Bamenda, a été assassiné par des séparatistes³¹.

Le 20 ou le 23 mai (selon les sources), plus de **30 femmes ont été enlevées** par des séparatistes dans le village de Kedjom Keku (département du Mezam) après avoir protesté la veille contre des taxes illégales imposées par des GANE séparatistes. La préfecture du département de Mezam a indiqué dans un communiqué que certaines avaient été « sévèrement torturées »³².

Au mois de juin, le village de Kedjom Keku, (département de Mezam), a subi une nouvelle attaque de GANE séparatistes qui reprochaient à des villageois de ne pas se rallier à leur cause, de ne pas payer la « taxe de libération », et de collaborer avec l'armée. **Cette attaque a coûté la vie à au moins**

³⁰ Journal du Cameroun, 08/02/2023, [url](#) ; HRW, 11/01/2024, [url](#)

³¹ HRW, 11/01/2024, [url](#)

³² Le Monde, 24/05/2023, [url](#) ; HRW, 11/01/2024, [url](#)

25 villageois, causé la destruction par incendie d'une vingtaine de maisons, et provoqué la fuite de près de 2 500 habitants³³.

Le 8 juin, des séparatistes armés présumés ont **tué un commandant de la gendarmerie** à Bamenda, dans le Nord-Ouest³⁴.

Le 12 juin, à la suite du décès de Ni John Fru Ndi, leader historique de l'opposition et président du Front Social-Démocrate (*Social Democratic Front*), des GANE séparatistes qui le considéraient opposé à leur cause, ont perturbé ses funérailles en décrétant un confinement dans sa ville natale de Momo³⁵.

Les 16-17 juillet, des GANE ont assassiné une dizaine de personnes dans un bar à Bamenda. Ils leurs reprochaient de ne pas avoir soutenu la cause séparatiste³⁶.

Le 4 octobre, des GANE séparatistes, qui accusaient deux hommes d'être des espions à la solde des autorités, les ont fusillés devant les villageois qu'ils ont rassemblés sous la menace sur la place publique de Guzang, un village situé dans le département de la Momo. La vidéo de l'exécution, qui a fait le tour des réseaux sociaux, a suscité une vive émotion à travers le pays. HRW a indiqué que cette exécution sommaire a été revendiquée le 8 octobre par Lucas Asu, porte-parole des Forces de défense d'Ambazonie (*Ambazonia Defense Forces, ADF*)³⁷, selon lequel les deux victimes étaient des « traîtres » qui appartenaient à une unité du Bataillon d'intervention rapide (BIR)³⁸.

2.3. La région du Sud-Ouest

Les données statistiques d'ACLED révèlent qu'en **2023, c'est la région du Sud-Ouest qui a connu la plus forte hausse des violences** par rapport à la période précédemment analysée par la DIDR³⁹.

ACLED⁴⁰ a recensé 794 incidents violents dans la région du Sud-Ouest en 2023, soit **le tiers (30,2 %)** de l'ensemble des violences advenues dans le pays. Pour rappel, lors de la période antérieurement analysée par la DIDR⁴¹ (octobre 2020-mars 2022), la part de la région du Sud-Ouest ne comptait que pour un cinquième (23,1 %) des incidents violents comptabilisés dans le pays.

2.3.1. Nombre d'incidents violents par département dans la région du Sud-Ouest

Sud-Ouest	Total d'incidents violents	En % du total de la région	Total d'incidents violents liés aux Groupes séparatistes	soit en % du total de la région	Total d'incidents violents liés aux Forces de sécurité	soit en % du total de la région	Total d'incidents violents liés aux Milices armées	soit en % du total de la région
Fako	93	12%	75	81%	55	59%	0	0%
Kupe-Manenguba	26	3%	22	85%	16	62%	0	0%
Lebialem	17	2%	17	100%	8	47%	0	0%
Manyu	187	24%	177	95%	57	30%	2	1%
Meme	395	50%	359	91%	193	49%	0	0%
Ndian	76	10%	58	76%	38	50%	0	0%
Total	794		708	89%	367	46%	2	0%

Nombre d'incidents violents par département au Cameroun anglophone en 2023
(Source: Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED); [url](#) ; Infographie: DIDR, Ofpra)

³³ AI, 24/04/2024, [url](#)

³⁴ ONU, 30/11/2023, [url](#)

³⁵ ONU, 30/11/2023, [url](#)

³⁶ HRW, 11/01/2024, [url](#)

³⁷ D'après RFI, les séparatistes armés revendiquaient une appartenance au mouvement séparatiste Conseil de gouvernement de l'Ambazonie (Ambazonia Governing Council). RFI, 11/10/2023, [url](#)

³⁸ HRW, 14/10/2023, [url](#) ; RFI, 11/10/2023, [url](#) ; ONU, 30/11/2023, [url](#) ; AI, 24/04/2024, [url](#)

³⁹ DIDR, 20/06/2022, [url](#)

⁴⁰ Voir le tableau relatif au « Nombre d'incidents violents au Cameroun par trimestre et par région », source : ACLED, extraction 09/04/2024, [url](#)

⁴¹ DIDR, 20/06/2022, [url](#)

Les violences survenues en 2023 dans la région du Sud-Ouest sont pour leur écrasante majorité (89 %) le fait des groupes séparatistes (708 incidents). Une partie de ces violences (46 %) semble avoir aussi impliqué des affrontements avec les forces de sécurité (367).

Avec 395 incidents violents, le département de Meme a concentré à lui seul la moitié des violences de la région du Sud-Ouest (50 %).

Il est suivi par **le département de Manyu qui totalise le quart des violences (24 %)** de la région avec 187 incidents violents recensés.

Les autres départements, moins touchés par les violences, sont, par ordre décroissant, les suivants : Le département de Fako (12 %), de Ndian (10 %), et à la marge Kupe-Manenguba (3 %) et Lebialem (2 %).

2.3.2. Principaux faits sécuritaires recensés

Le 23 juin, le camp de la *Cameroon Development Corporation* à Idenao a été attaqué, et des membres du personnel et des patients de l'hôpital enlevés⁴².

Le 11 août, des GANE séparatistes ont tué quatre civils, dont le chef du village de Kekukesim (département de la Manyu) près de la frontière nigériane et ont incendié plusieurs villages alentours⁴³.

Le 7 septembre, peu après la réouverture des écoles, des GANE séparatistes ont attaqué Muea, un arrondissement de Buéa. Ils ont mis le feu à des commerces et des véhicules, et brûlé vifs un taximan et ses passagers parce que ces derniers n'avaient pas respecté la consigne de « ville morte » que les séparatistes avaient décrété⁴⁴.

Le 6 novembre, des combattants séparatistes présumés ont attaqué le village d'Egbekaw, près de la ville de Mamfé. Le bilan de cette attaque meurtrière fait état d'au moins 25 personnes tuées, une quarantaine de blessés, ainsi qu'un nombre inconnu de personnes enlevées et de 17 logements incendiés. A la suite de l'attaque, un grand nombre d'habitants, terrorisés, ont pris la fuite. Depuis 2017, Mamfé a fait l'objet d'une quarantaine d'attaques, notamment sur les écoles et les hôpitaux⁴⁵.

2.4. La région de l'Extrême-Nord

Les données d'ACLEDD⁴⁶ pour 2023 montrent **que la région de l'Extrême-Nord a continué d'être fortement impactée par des violences avec 571 incidents violents** comptabilisés (alors que 434 incidents violents avaient été recensés lors de la précédente analyse⁴⁷), ce qui représente **21,7 % de l'ensemble des incidents violents** enregistrés dans le pays.

Comparativement à la période précédemment étudiée par la DIDR⁴⁸, il apparaît que **la part de la région de l'Extrême-Nord a proportionnellement diminuée en pourcentage du nombre d'incidents violents** recensés sur l'ensemble du territoire, passant d'un tiers (32,7 %) d'incidents auparavant enregistrés, à un cinquième (21,7 %).

⁴² ONU, 30/11/2023, [url](#)

⁴³ ONU, 30/11/2023, [url](#); HRW, 11/01/2024, [url](#)

⁴⁴ Koaci, 07/09/2023, [url](#); Journal du Cameroun, 07/09/2023, [url](#)

⁴⁵ AI, 24/04/2024, [url](#); ONU, 30/11/2023, [url](#); Global Protection Cluster (GPC), 07/11/2023, [url](#)

⁴⁶ Voir le tableau relatif au « Nombre d'incidents violents au Cameroun par trimestre et par région », source : ACLED, extraction 09/04/2024, [url](#)

⁴⁷ DIDR, 20/06/2022, [url](#)

⁴⁸ DIDR, 20/06/2022, [url](#)

2.4.1. Nombre d'incidents violents par département dans la région

Extrême-Nord	Total d'incidents violents	En % du total de la région	Total d'incidents violents liés aux Forces de sécurité	soit en % du total de la région	Total d'incidents violents liés aux Groupes islamistes	soit en % du total de la région	Total d'incidents violents liés aux Milices armées	soit en % du total de la région
Diamaré	12	2%	4	33%	5	42%	0	0%
Logone-et-Chari	108	19%	28	26%	92	85%	4	4%
Mayo-Danay	1	0%	0	0%	1	100%	0	0%
Mayo-Kani	3	1%	2	67%	0	0%	0	0%
Mayo-Sava	289	51%	116	40%	280	97%	32	11%
Mayo-Tsanaga	158	28%	59	37%	153	97%	15	9%
Total	571		209	37%	531	93%	51	9%

Nombre d'incidents violents par acteur et par département de la région Extrême-Nord en 2023
(Source: Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED); [url](#) ; Infographie : DIDR, Ofpra)

L'observation du précédent tableau révèle que **le département de Mayo-Sava a concentré la moitié (51 %) des violences** survenues en 2023 dans le département de l'Extrême-Nord avec 289 incidents violents répertoriés.

Le département de Mayo-Tsanaga a concentré près du tiers (28 %) des violences de la région avec 158 incidents violents enregistrés.

Le département du Logone-et-Chari a représenté près du cinquième (19 %) des violences de la région avec 108 incidents violents comptabilisés.

Les autres départements, moins affectés par les violences, sont, par ordre décroissant, le département de Diamaré (2 %), celui de Mayo-Kani (1 %), et aucun incident Mayo-Dani (0 %).

2.4.2. Principaux faits sécuritaires recensés

L'intensification des attaques des groupes djihadistes contre des cibles civiles et militaires au cours du premier semestre 2023, a conduit les autorités en mai 2023 à renforcer leur présence dans la région de l'Extrême-Nord, notamment avec la construction de deux bases militaires supplémentaires. Le gouvernement a demandé au Tchad et au Nigeria de consolider la protection militaire des frontières communes avec le Cameroun⁴⁹.

Le gouverneur de la région de l'Extrême-Nord a également encouragé les chefs locaux et les leaders communautaires à reconstituer des milices locales pour venir en aide à l'armée dans leur lutte contre les GANE islamistes⁵⁰.

De leur côté, les GANE islamistes affiliés à Boko Haram ont redoublé leurs attaques particulièrement dans les départements du Mayo Sava, du Mayo Tsanaga, et du Logone-et-Chari⁵¹.

Tout au long de l'année, ils ont tué plusieurs pêcheurs ou vigiles communautaires des îles du Lac Tchad, brûlé des maisons dans les villages et enlevé des villageois, opéré des raids sur des postes militaires aux frontières ou abords des villages. Ces attaques, parfois accompagnées de l'usage d'EEI ont coûté la vie à plusieurs soldats en faction, douaniers ou policiers, ainsi qu'à des villageois du voisinage⁵².

Craignant pour leur sécurité, des centaines de civils ont pris la fuite à la suite de ces attaques⁵³.

⁴⁹ ICG, 2023, [url](#)

⁵⁰ ICG, 2023, [url](#)

⁵¹ ICG, 2023, [url](#)

⁵² ICG, 2023, [url](#)

⁵³ ICG, 2023, [url](#)

Le 17 juin, des islamistes affiliés à la branche Boko Haram-ISWAP ont enlevé six femmes dans le village de Bargaram (département du Logone-et-Chari), parce qu'elles n'avaient pas payé les taxes qu'ils leurs avaient imposées⁵⁴.

Après le renforcement en juin 2023 de la présence des forces de sécurité dans la région de l'Extrême-Nord, la région a connu une relative accalmie en juillet avant une reprise des violences au cours du mois d'août⁵⁵.

Le mois de novembre a enregistré une recrudescence des combats dans les départements du Mayo-Sava, Mayo-Tsanaga, et Logone-et-Chari de plus de 80 % par rapport au mois octobre⁵⁶.

3. Types d'incidents violents

ACLED a recensé trois grands types d'incidents violents au Cameroun : des affrontements violents ou armés (en anglais « *Battles* »)⁵⁷; des événements au cours desquels une explosion, une bombe ou un autre engin explosif a été utilisé pour engager un conflit (en anglais « *Explosions / Remote violence* »)⁵⁸ ; et des attaques violentes contre des civils non armés (en anglais : « *Violence against civilians* »)⁵⁹.

Nombre d'incidents par région et par typologie d'incidents		Explosions / Remote violence				Violence against civilians			Total
		Battles	Air / drone strike	Grenade	Remote explosive / landmine / IED	Sexual violence	Attack	Abduction / forced disappearance	
Cameroun anglophone	Nord-Ouest	505	0	0	49	14	376	253	1197
	Sud-Ouest	281	1	0	17	5	283	207	794
Cameroun francophone	Adamaoua	2	0	0	0	0	4	0	6
	Centre	1	0	0	0	0	13	2	16
	Est	0	0	0	0	0	1	0	1
	Extrême-Nord	235	1	2	8	4	256	65	571
	Littoral	3	0	0	0	0	9	1	13
	Nord	3	0	0	0	0	4	5	12
	Ouest	3	0	0	1	3	8	6	21
CAMEROUN	Total	1033	2	2	75	26	954	539	2631
	Total en %	39%	0%	0%	3%	1%	36%	20%	

Type d'incidents violents au Cameroun par région en 2023

(Source: Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED); [url](#) ; Infographie : DIDR, Ofpra)

Pour l'ensemble du Cameroun, les données fournies par ACLED montrent qu'en 2023, sur les 2 631 incidents violents recensés, la majorité a consisté en des affrontements violents entre groupes armés (1033) ou « *battles* » et des attaques contre des civils ou « *Attacks* » (954). Les autres événements violents ont consisté en des enlèvements ou des disparitions forcées (539), l'usage de divers engins explosifs improvisés ou EEI⁶⁰ (75) ainsi que 26 cas rapportés de violences sexuelles⁶¹.

S'agissant des violences sexuelles, les cas de violences fondées sur le genre « ont explosé » depuis le début du conflit d'après un responsable du Centre for Human Rights and Democracy in Africa (CHRDA), une ONG de défense des droits de l'Homme dans l'Ouest du Cameroun⁶². La coordinatrice

⁵⁴ ICG, 2023, [url](#)

⁵⁵ ICG, 2023, [url](#)

⁵⁶ ACLED, 07/12/2023, [url](#)

⁵⁷ Les incidents regroupés sous le terme « *Battles* » peuvent concerner les événements suivants : Affrontements violents entre au moins deux groupes armés ; Affrontement armé ; Gouvernement reprenant un territoire ; Acteur non-étatique reprenant un territoire.

⁵⁸ Les incidents regroupés sous le terme « *Explosions / Remote violence* » peuvent inclure les événements suivants : Arme chimique ; Frappe aérienne / par drone ; Attaque suicide ; Tirs d'obus / artillerie / attaque de missile ; Explosif télécommandé / mine / engin explosif improvisé.

⁵⁹ Les incidents regroupés sous le terme « *Violence against civilians* » peuvent inclure les événements suivants : Violence sexuelle ; Attaque ; Enlèvement / disparition forcée.

⁶⁰ Le terme anglais pour « engin explosif improvisé (en abrégé EEI) » est : « *improvised explosive device* », en abrégé : « IED ».

⁶¹ ACLED, extraction 09/04/2024, [url](#)

⁶² Le Monde, 24/09/2023, [url](#)

d'une autre ONG, le *Cameroon Community Media Network* (CCMN), fait observer que « Le viol est constamment utilisé comme une arme de guerre » [par toutes les parties au conflit], une accusation réfutée tant par les militaires que par les séparatistes armés⁶³. La majorité des victimes ne portent cependant pas plainte par peur de la stigmatisation sociale et d'éventuelles représailles⁶⁴.

Dans la région du Nord-Ouest, ACLED a comptabilisé 505 affrontements entre groupes armés (*battles*) et 49 incidents violents liés à l'usage d'engins explosifs improvisés (EEI). La population civile a été la cible de 376 attaques et 253 enlèvements ou disparitions forcées. En outre, 14 cas de violences sexuelles ont été rapportés⁶⁵.

Dans la région du Sud-Ouest, ACLED a recensé 281 affrontements entre groupes armés (*battles*) et 17 incidents violents avec usage d'EEI. La population civile a été la cible de 283 attaques et de 207 kidnappings ou disparitions forcées, tandis que 5 cas de violences sexuelles ont été rapportées⁶⁶.

Dans la région de l'Extrême-Nord, ACLED a comptabilisé 235 affrontements entre groupes armés (*battles*) et 8 incidents ayant impliqué l'usage d'engins explosifs improvisés (EEI). Par ailleurs, les populations civiles ont été victimes de 256 attaques et de 65 enlèvements⁶⁷.

4. Démographie et nombre de morts liés aux incidents sécuritaires par région

Les données statistiques de l'annuaire mondial de la CIA (*World Factbook*) mises à jour le 30 mai 2024 indiquent que la population totale du Cameroun est estimée à 30,966,105 habitants⁶⁸.

Les dernières données statistiques démographiques par région dont dispose l'Institut national de la Statistique (INS) camerounais concernent l'année 2019⁶⁹. Elles figurent dans le tableau ci-dessous :

Tableau : Population du Cameroun par région en valeur absolue et en part relative en 2019

Région / (chef-lieu)	Nombre habitants/ region	Poids démographique
Adamaoua (Ngaoundéré)	1 344 414	5,5
Centre (Yaoundé)	4 670 310	19,2
Est (Bertoua)	855 745	3,5
Extrême-Nord (Maroua)	4 384 648	18,0
Littoral (Douala)	3 725 173	15,3
Nord (Garoua)	2 666 718	11,0
Nord-Ouest (Bamenda)	2 133 565	8,8
Ouest (Bafoussam)	2 056 714	8,4
Sud (Ebolowa)	778 145	3,2
Sud-Ouest (Buéa)	1 732 819	7,1
Cameroun	24 348 251	100,0

(Tableau : DIDR, Ofpra; Source : INS, 26/02/2021, [url](#))

⁶³ Le Monde, 24/09/2023, [url](#)

⁶⁴ Le Monde, 24/09/2023, [url](#)

⁶⁵ ACLED, extraction 09/04/2024, [url](#)

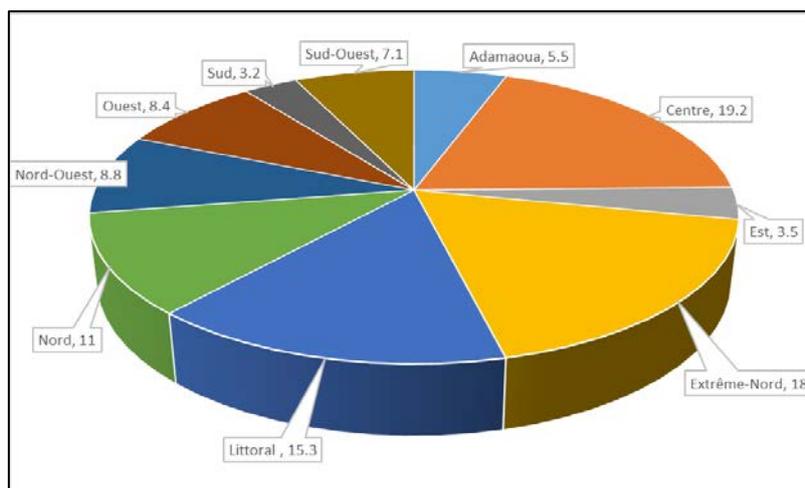
⁶⁶ ACLED, extraction 09/04/2024, [url](#)

⁶⁷ ACLED, extraction 09/04/2024, [url](#)

⁶⁸ CIA, 30/05/2024, [url](#)

⁶⁹ INS, 26/02/2021, [url](#)

La part démographique de chaque région en 2019 est illustrée par le graphique circulaire ci-dessous :



Graphique circulaire illustrant la part démographique de chaque région camerounaise en 2019
(Source : INS, 26/02/2021, [url](#))

Les données statistiques de l'INS montrent **qu'en 2019, les régions les plus peuplées du pays sont celles du Centre (19,1 %) et de l'Extrême-Nord (18 %), suivies de celle du Littoral (15,3 %) ⁷⁰.**

Dans la région Centre se trouve Yaoundé, capitale administrative du Cameroun, et dans la région du Littoral, Douala, la capitale économique du pays. La région de l'Extrême-Nord, dont le chef-lieu est Maroua, a, pour des raisons historiques et géographiques, toujours été très peuplée ⁷¹

Il convient de noter qu'en dépit du fait qu'elle soit inscrite dans la Constitution, la décentralisation n'a été que partiellement mise en place au Cameroun. Plusieurs régions n'offrent qu'un accès limité aux services publics, particulièrement dans les zones rurales où vit près de la moitié de la population ⁷².

Au plan démographique, le Cameroun anglophone apparaît minoritaire. En cumulant la part de la région du Nord-Ouest (8,8 %) à celle du Sud-Ouest (7,1 %), les régions anglophones regroupaient seulement **15,9 %** de la population camerounaise en 2019 d'après les chiffres de l'INS ⁷³.

Les données fournies par ACLED montrent qu'au cours de l'année 2023, la région du Nord-Ouest, (dont la population en 2019 était estimée à 2 133 565 habitants par l'INS), a continué de payer le plus lourd tribut en termes de victimes avec 766 morts ⁷⁴ causées par des violences armées, **un nombre de morts légèrement supérieur à la précédente période analysée (734 morts) ⁷⁵.**

En revanche, fait marquant en 2023 comparativement à la précédente analyse de la DIDR ⁷⁶, **le nombre de morts a pratiquement doublé dans la région du Sud-Ouest**, avec 705 morts ⁷⁷ contre 363 auparavant ⁷⁸.

La région de l'Extrême-Nord a pour sa part enregistré 567 morts, **un nombre de pertes humaines en baisse** par rapport à la période précédente qui en recensait 663 ⁷⁹.

⁷⁰ INS, 26/02/2021, [url](#)

⁷¹ SEIGNOBOS, Christian, 2005, [url](#)

⁷² Bertelsmann Stiftung, 19/03/2024, p.6-8, [url](#)

⁷³ INS, 26/02/2021, [url](#)

⁷⁴ ACLED, extraction 09/04/2024, [url](#)

⁷⁵ DIDR, 20/06/2022, [url](#)

⁷⁶ DIDR, 20/06/2022, [url](#)

⁷⁷ ACLED, extraction 09/04/2024, [url](#)

⁷⁸ DIDR, 20/06/2022, [url](#)

⁷⁹ ACLED, extraction 09/04/2024, [url](#)

Nombre de morts par région et par trimestre		T1 2023	T2 2023	T3 2023	T4 2023	Total	Total en %
Cameroun anglophone	Nord-Ouest	227	178	204	157	766	36,4%
	Sud-Ouest	139	161	158	247	705	33,5%
Cameroun francophone	Adamaoua	2	2	0	0	4	0,2%
	Centre	4	2	3	1	10	0,5%
	Est	1	0	0	0	1	0,0%
	Extrême-Nord	102	80	166	219	567	26,9%
	Littoral	3	8	0	1	12	0,6%
	Nord	9	1	4	0	14	0,7%
	Ouest	17	2	2	5	26	1,2%
CAMEROUN		504	434	537	630	2105	

Nombre de morts recensés liés aux incidents violents par trimestre et par région
(Source : ACLED, [url](#) ; Infographie : DIDR, Ofpra)

International Crisis Group (ICG) estime que **dans les régions anglophones, le conflit a fait près de 6 000 morts et dans la région de l'Extrême-Nord, plus de 3 000 morts**⁸⁰. Ces données sur le nombre de morts n'ont cependant pas été actualisées par l'ONG depuis 2020⁸¹. Dans le cas des régions du NOSO, Amnesty International (AI) fait observer que le bilan total des victimes du conflit est « difficile à estimer en l'absence de données ou de communications gouvernementales, et en raison de la difficulté à corroborer les données partagées par les groupes séparatistes. Plusieurs ONG ont estimé le bilan à « plus de 6 000 » victimes, sans toutefois pouvoir étayer ce chiffre ⁸² ».

5. Principaux acteurs

Près de 179 acteurs armés actifs ont été identifiés au Cameroun par ACLED⁸³. Le tableau suivant montre l'implication des différents acteurs armés⁸⁴ par nombre d'incidents violents survenus dans chaque région du pays en 2023.

⁸⁰ ICG, s.d., [url](#)

⁸¹ Le Monde, 04/07/2023, [url](#)

⁸² AI, 04/07/2023, p.13, [url](#)

⁸³ ACLED, extraction 09/04/2024, [url](#)

⁸⁴ ACLED, extraction 09/04/2024, [url](#)

L'implication des différents acteurs armés par nombre d'incidents violents est illustrée ci-après dans un tableau issu des données d'ACLEED :

Implication par région et par acteur		Total d'incidents violents	Total d'incidents violents liés aux Groupes séparatistes	soit en % du total de la région	Total d'incidents violents liés aux Forces de sécurité	soit en % du total de la région	Total d'incidents violents liés aux Groupes islamistes	soit en % du total de la région	Total d'incidents violents liés aux Milices armées	soit en % du total de la région
Cameroun anglophone	Nord-Ouest	1197	1023	85%	659	55%	1	0%	34	3%
	Sud-Ouest	794	708	89%	367	46%	0	0%	2	0%
Cameroun francophone	Adamaoua	6	0	0%	2	33%	6	100%	0	0%
	Centre	16	1	6%	5	31%	0	0%	0	0%
	Est	1	1	100%	0	0%	0	0%	0	0%
	Extrême-Nord	571	0	0%	209	37%	531	93%	51	9%
	Littoral	13	1	8%	8	62%	0	0%	0	0%
	Nord	12	1	8%	4	33%	1	8%	1	8%
	Ouest	21	8	38%	8	38%	3	14%	1	5%
CAMEROUN		2631	1743	66%	1262	48%	542	21%	89	3%

Lien entre incidents violents et acteurs au Cameroun par région, en 2023

(Source: Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLEED); [url](#) ; Infographie: DIDR, Ofpra)

Les données d'ACLEED montrent qu'en 2023, les groupes séparatistes armés ont pris part à 1 741 incidents violents dans la partie anglophone du Cameroun, dont 1023 perpétrés dans la région du Nord-Ouest, et 708 dans la région du Sud-Ouest⁸⁵.

5.1. Les séparatistes armés dans les régions anglophones (NOSO)

Depuis le début de « la crise anglophone », les tentatives politiques en vue de résoudre pacifiquement le conflit - y compris celles de la communauté internationale - n'ont pas abouti. En 2019, à l'issue d'un « grand dialogue national » organisé par le président Paul Biya, les régions anglophones ont obtenu « un statut spécial » leur conférant une plus grande autonomie, l'octroi d'un Plan de développement, et des mesures de promotion du bilinguisme. Ces avancées, notamment sur la décentralisation, sont restées largement symboliques. Plusieurs initiatives de la communauté internationale pour favoriser un retour définitif à la paix, dont la dernière, sous l'égide du Canada, n'ont pas connu de suites⁸⁶.

International Crisis Group (ICG) souligne que « le gouvernement a imposé ses changements sans consulter les dirigeants anglophones et les militants séparatistes »⁸⁷, une posture qui compromet la réussite d'une conciliation⁸⁸. Sur le terrain, le président Biya, intraitable, a choisi la manière forte en renforçant massivement ses troupes et en multipliant les opérations militaires⁸⁹, une stratégie qui a pu accroître les rangs des séparatistes au détriment des fédéralistes⁹⁰. Agé de 91 ans, le président Biya, au pouvoir depuis 1982, dirige toujours le pays « d'une main de fer » depuis plus de 40 ans, la prochaine élection présidentielle n'étant prévue qu'en octobre 2025⁹¹.

Les groupes séparatistes⁹² anglophones des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest (NOSO) sont structurés autour de deux grandes mouvances politiques rivales dotées de bras armés qui, en

⁸⁵ ACLEED, extraction 09/04/2024, [url](#)

⁸⁶ Bertelsmann Stiftung, 19/03/2024, p. 6-8, [url](#) ; Le Monde, 09/12/2022, [url](#) ; HRW, 11/01/2024, [url](#)

⁸⁷ ICG, 31/03/2023, [url](#)

⁸⁸ ICG, 31/03/2023, [url](#) ; ACCORD, 08/01/2024, p.6-7, [url](#)

⁸⁹ Le Monde, 06/11/2023, [url](#)

⁹⁰ The Institute for Security Studies (ISS), 23/03/2021, [url](#)

⁹¹ Le Monde, 26/02/2024, [url](#) ; Le Monde, 06/11/2023, [url](#)

⁹² La catégorie "groupes séparatistes" regroupe les factions armées sécessionnistes suivantes :

Ambazonian Separatists (Cameroun), ADF: The Ambazonia Defense Forces, Ambazonian Separatists (Cameroun) Bafut 7 Karta Faction, Ambazonian Separatists (Cameroun) Butabu Kwifor Faction, Ambazonian Separatists (Cameroun) Mankon Warrior Faction, Ambazonian Separatists (Cameroun) Red Dragons Faction, Bui Warriors, Former Ambazonian Separatists (Cameroun), SOCADEF: Southern Cameroons Defence Forces. Source : ACLEED, « Veille sécuritaire », extraction 09/04/2024, [url](#)

octobre 2017, ont toutes deux revendiqué l'indépendance de la région vis-à-vis du Cameroun en se présentant comme le gouvernement légitime de « l'Ambazonie »⁹³.

Ces deux mouvances politiques se dénomment le « Gouvernement intérimaire de la République fédérale d'Ambazonie (*Interim Government of the Federal Republic of Ambazonia* ou *Intérim Government of Ambazonia – IG*) », et le « Conseil de gouvernance de l'Ambazonie - ou Conseil de gouvernement ambazonien - (*Ambazonia Governing Council - AGC*)⁹⁴.

Le gouvernement intérimaire de la République fédérale d'Ambazonie (IG)

Le 1er octobre 2017, **Sisiku Julius Ayuk Tabe**, leader du Front uni du consortium Ambazonie-Cameroun méridional (*Southern Cameroons Ambazonia Consortium United Front - SCACUF*), un mouvement indépendantiste pacifiste, a déclaré l'indépendance de l'Ambazonie. Le SCACUF a notamment accueilli parmi ses membres d'anciens dirigeants du Conseil national du Cameroun méridional (*The Southern Cameroons National Council – SCNC*), une formation politique interdite depuis 2017⁹⁵.

Persécutés par les autorités, les membres du SCACUF ont fui au Nigéria, et formé en exil, le 31 octobre 2017, le gouvernement intérimaire de l'Ambazonie (IG) en désignant Sisiku Julius Ayuk Tabe comme président intérimaire de la République fédérale d'Ambazonie. Ce dernier, ainsi que neuf membres de IG, ont cependant été arrêtés par les autorités nigérianes début janvier 2018, puis extradés vers le Cameroun le 26 janvier 2018. Reconnus coupables de « sécession » et de « terrorisme » par le tribunal militaire de Yaoundé, ils ont été condamnés à la prison à vie⁹⁶.

Depuis l'emprisonnement de son leader Ayuk Tabe, IG s'est politiquement affaibli et a connu une première scission en 2019⁹⁷, au cours de laquelle Samuel Ikome Sako, un pasteur séparatiste basé aux États-Unis, a été nommé président de la République fédérale d'Ambazonie⁹⁸, engendrant la naissance de deux premières branches : IG (Sisiku) et IG (Sako)⁹⁹.

Mais depuis, le leadership du « Gouvernement intérimaire de la République fédérale d'Ambazonie » a sombré dans une crise persistante. Il a continué de se fracturer en plusieurs branches et compte aujourd'hui quatre personnalités revendiquant la présidence de l'Ambazonie. Outre la branche restée fidèle à Sisiku Ayuk Tabe (IG Sisiku), trois autres gouvernements intérimaires (IG) dérivés de l'IG Sisiku ont successivement été créés après que l'IG précédent a refusé de quitter le pouvoir : IG Sako (Samuel Sako) ; IG Marianta (Iya Marianta Njomia) ; et IG Chris Anu¹⁰⁰.

Pour autant, le gouvernement intérimaire (IG) dispose d'une branche armée : le Conseil de sécurité de l'Ambazonie désigné comme « **ASC** » voulant dire selon les sources : « *Ambazonia Security Council* » ou « *Ambazonia Self-Defence Council* ». Ce bras armé opère comme une plateforme de coopération entre les milices armées qu'il chapeaute, telles que les « *Tigers 2* » ou les « *Red Dragons* »¹⁰¹.

Le Conseil de gouvernance de l'Ambazonie (*Ambazonia Governing Council*, AGC ou AGovC)

Le Conseil de gouvernance de l'Ambazonie (AGC ou AGovC) est dirigé par **Ayaba Cho Lucas**, un séparatiste anglophone basé en Norvège.

AGC / AGovC dirige - à distance - une branche armée active dans les deux régions du NOSO¹⁰². Cette dernière est désignée selon les sources par : « Forces de défense de l'Ambazonie (*Ambazonia Defence Forces, ADF*) », ou par « Forces militaires d'Ambazonie (*Ambazonia Military Forces, AMF*) ». AGC dirige aussi d'autres mouvements dont la composition change constamment¹⁰³.

Plus intransigeant et radical, AGC / AGovC est devenu le groupe politique séparatiste prééminent, avec comme objectif tactique de rendre les régions anglophones ingouvernables, notamment en troublant constamment l'ordre public. Depuis la fin de l'année 2020, AGC / AGovC cible les forces de sécurité en

⁹³ Bertelsmann Stiftung, 19/03/2024, p.6-8, [url](#) ; ICG, 02/05/2019, p.12-16, [url](#)

⁹⁴ Bertelsmann Stiftung, 19/03/2024, p.6-8, [url](#) ; ICG, 02/05/2019, p.12-16, [url](#)

⁹⁵ Confédération Suisse (SEM), 07/02/2024, [url](#) ; HRW, 10/02/2022, [url](#)

⁹⁶ RFI, 18/09/2020, [url](#) ; Jeune Afrique, 20/08/2019, [url](#)

⁹⁷ HRW, 12/2021, [url](#)

⁹⁸ Mimi Mefo Infos, 29/11/2019, [url](#)

⁹⁹ HRW, 12/2021, [url](#) ; Confédération Suisse (SEM), 07/02/2024, [url](#) ; HRW, 10/02/2022, [url](#)

¹⁰⁰ Universitat Autònoma de Barcelona, 13/01/2024, p.46, [url](#)

¹⁰¹ ICG, 02/05/2019, p.12-16, [url](#)

¹⁰² Confédération Suisse (SEM), 07/02/2024, [url](#)

¹⁰³ ICG, 02/05/2019, p.12-16, [url](#) ; Universitat Autònoma de Barcelona, 13/01/2024, p.46, [url](#)

les harcelant régulièrement, notamment par des attaques surprises à l'aide d'engins explosifs improvisés (EEI) lors du passage de convois militaires, qui occasionnent souvent de lourdes pertes aux militaires¹⁰⁴.

Les rivalités pour le leadership ambazonien a instauré une crise durable et de multiples divisions chez les séparatistes anglophones. Les entités politiques (IG et AGC / AGovC) sont impliquées ou en charge de coordonner les activités insurrectionnelles antigouvernementales de plusieurs milices locales¹⁰⁵. Le Secrétariat d'Etat Suisse aux Migrations souligne qu'il y'aurait une trentaine de GANE séparatistes dont le rattachement aux groupes politiques existants serait variable, d'autant que « plusieurs d'entre eux sont basés dans la diaspora et font l'objet de querelles de leadership »¹⁰⁶.

Les données d'ACLED montrent que sur les 1763 incidents violents liés aux GANE séparatistes ambazoniens recensés en 2023, les plus impliqués dans la survenue d'incidents violents dans les régions anglophones ont été par ordre décroissant :

Les *Ambazonian Separatists (Cameroon) Restoration Forces* ; le SOCADEF (*Southern Cameroons Defence Forces*) ; l'ADF (*Ambazonia Defence Forces*) dirigé par Ayaba Cho Lucas de l'AGC/ AGovC ; et la Faction des guerriers de l'unité de Bui (*Bui Unity Warriors Faction*)¹⁰⁷.

Groupes séparatistes impliqués dans des incidents violents dans les régions anglophones

Acteurs	Nombre d'incidents
<i>Ambazonian Separatists (Cameroon)</i>	Total 1763
<i>Ambazonian Separatists (Cameroon) Restoration Forces</i>	372
SOCADEF: <i>Southern Cameroons Defence Forces</i>	110
ADF: <i>The Ambazonia Defence Forces</i>	96
<i>Ambazonian Separatists (Cameroon) Bui Unity Warriors Faction</i>	73

Nombre d'incidents violents par acteur lié aux « *Ambazonian Separatists* », en 2023.

(Source: Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED); [url](#) ; Infographie: DIDR, Ofpra)

Les « Forces de restauration de l'Ambazone (***Ambazonia Restoration Forces***) » est le nom donné aux factions armées liées aux deux principaux « gouvernements intérimaires - IG ». HRW indique qu'elles « n'ont pas de structure de commandement claire et se composent de divers groupes : Terminators de l'Ambazone (*Terminators of Ambazonia*), les Guerriers Bui (*Bui Warriors*), les Dragons rouges (*Red Dragons*), les Buffles de Bali (*Buffaloes of Bali*), etc. »¹⁰⁸.

Les « Forces de défense du Cameroun Méridional (*Southern Cameroons Defence Forces - SOCADEF*) » constituent le bras armé du « Mouvement de libération des peuples africains (*African People's Liberation Movement - APLM*) », un mouvement politique dirigé par Ebenezer Derek Mbongo Akwanga, un séparatiste anglophone basé aux États-Unis¹⁰⁹.

Les données d'ACLED montrent qu'en 2023, dans les régions du NOSO, les deux principaux acteurs compromis dans des violences armées ont été les *Ambazonia Restoration Forces*, impliqués dans 372 incidents violents, et les membres du SOCADEF, impliqués dans 110 incidents violents.

¹⁰⁴ RFI, 23/09/2021, [url](#); African Arguments, 24/08/2021, [url](#)

¹⁰⁵ Bertelsmann Stiftung, 19/03/2024, p.6-8, [url](#)

¹⁰⁶ Confédération Suisse (SEM), 07/02/2024, [url](#)

¹⁰⁷ ACLED, extraction 09/04/2024, [url](#)

¹⁰⁸ HRW, 12/2021, [url](#)

¹⁰⁹ HRW, 12/2021, [url](#)

5.2. Les groupes islamistes armés dans la région de l'Extrême-Nord

En 2023, ACLED a recensé **531 incidents violents** dans la région de l'Extrême-Nord au cours desquels divers GANE islamistes ont été impliqués¹¹⁰.

Les groupes islamistes¹¹¹ armés issus de **Boko Haram**, qui était implanté au Nigéria depuis 2013, et qui sévissent notamment aux abords du bassin du lac Tchad font depuis 2014 des incursions de plus en plus meurtrières au Cameroun, attaquant par surprise et de manière indiscriminée les populations civiles¹¹². Les villages situés à la frontière entre le Cameroun et le Nigéria de la région de l'Extrême-Nord et sur les pêcheurs des îles du lac Tchad sont particulièrement ciblés¹¹³. La lutte contre Boko Haram a engendré une montée en puissance de groupes d'autodéfense¹¹⁴.

Leur mode opératoire consiste à terroriser les habitants de la région de l'Extrême-Nord en se livrant à diverses activités criminelles telles que : du banditisme armé, le racket des populations, le pillage et la destruction des biens, le vol de bétail et de provisions, des enlèvements contre rançons, quand ils ne commettent pas des exécutions arbitraires¹¹⁵. Ils s'en prennent également aux forces de sécurité (soldats, policiers) et aux représentants de l'autorité (douaniers, représentants locaux), lors de raids meurtriers notamment sur des postes frontières militaires¹¹⁶.

Pour mémoire¹¹⁷, en 2015, Boko Haram a prêté allégeance à l'Etat Islamique (EI) pour devenir l'État islamique en Afrique de l'Ouest-EIAO (*Islamic State in West Africa Province, ISWAP*)¹¹⁸ avant de se scinder en 2016 en deux branches :

- Le Groupe sunnite pour la prédication et le djihad (*Jama'atu Ahlis-Sunnah Lidda'awati Wal Jihad, JAS*)¹¹⁹ dirigé par **Abubakar Shekau** et

- L'État islamique en Afrique de l'Ouest (**EIAO**) ou l'État islamique en Afrique de l'Ouest (*Islamic State in West Africa Province, ISWAP*), dirigé par **Abou Mosab al-Barnaoui**.

Le terme général de « Boko Haram » reste toutefois souvent utilisé par de nombreuses sources même s'il ne rend pas compte des spécificités de chacune des deux factions¹²⁰.

ACLED souligne que « La concurrence entre les groupes d'insurgés peut également contribuer à la montée de la violence dans le Nord du Cameroun et dans la région du lac Tchad. Les affrontements entre l'ISWAP et Boko Haram, ou entre combattants du même groupe, sont devenus plus fréquents depuis fin 2022, mais font partie d'une tendance continue depuis début 2021 après la mort du chef de Boko Haram, Abubakar Shekau¹²¹ ».

L'existence d'un centre de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) construit à Meri, en banlieue de la ville de Maroua, aurait permis à certains ex-combattants de Boko Haram de réintégrer progressivement la société¹²². Toutefois, la reprise des combats par nombreux d'entre eux début 2023, tend à témoigner de l'échec dudit programme¹²³.

¹¹⁰ Voir le tableau : « Implication des acteurs armés par nombre d'incidents violents », ACLED, extraction 09/04/2024, [url](#)

¹¹¹ La catégorie « Groupes islamistes » rassemble les groupes armés (prônant le djihad) suivants : *Islamic State (West Africa) and/or Boko Haram - Jamaatu Ahli is-Sunnah lid-Dawati wal-Jihad, Islamic State (West Africa), Boko Haram - Jamaatu Ahli is-Sunnah lid-Dawati wal-Jihad*. Source : ACLED, « Veille sécuritaire », extraction 09/04/2024, [url](#)

¹¹² ICG, 16/05/2019, [url](#) ; HRW, 05/04/2021, [url](#) ; UNHCR, 30/04/2024, [url](#)

¹¹³ AI, 24/04/2024, [url](#)

¹¹⁴ ICG, s.d., [url](#)

¹¹⁵ AI, 24/04/2024, [url](#) ; ICG, 16/05/2019, [url](#) ; HRW, 05/04/2021, [url](#)

¹¹⁶ ICG, 2023, [url](#)

¹¹⁷ DIDR, 20/06/2022, [url](#)

¹¹⁸ Belgique, CEDOCA, 19/11/2021, [url](#)

¹¹⁹ D'autres transcriptions existent, telle que par exemple : *Jamaatu Ahli is-Sunnah lid-Dawati wal- Jihad*.

¹²⁰ DIDR, 03/09/2020, [url](#) ; DIDR, 28/02/2022, [url](#)

¹²¹ ACLED, 07/12/2023, [url](#)

¹²² VOA, 04/12/2023, [url](#)

¹²³ ACLED, 07/12/2023, [url](#)

5.3. Les milices armées communautaires

En 2023, d'après les données d'ACLED, les milices armées ont été impliquées dans 51 incidents violents dans la région de l'Extrême-Nord, 34 incidents dans le Nord-Ouest, et seulement 2 incidents dans la région du Sud-Ouest¹²⁴.

L'appellation « Milices armées » englobe plusieurs dizaines de groupuscules communautaires d'autodéfense, dont la plupart se trouvent dans la région de l'Extrême-Nord et celle du Nord-Ouest. Ces milices armées sont à l'origine d'attaques sur des civils ou des forces de l'ordre dans un contexte de conflits intercommunautaires entre agriculteurs, éleveurs ou pêcheurs autour de différends fonciers ou d'accès aux ressources naturelles vitales.

Le réchauffement climatique qui fait alterner des périodes d'intenses sécheresses à de fortes inondations affecte les ressources naturelles qui tendent à se raréfier¹²⁵.

Dans la région de l'Extrême-Nord, depuis 2021, des accrochages meurtriers entre communautés d'éleveurs et de pêcheurs/agriculteurs pour l'accès au fleuve Logone surviennent régulièrement, notamment dans la région du Logone-et-Chari¹²⁶.

Le 27 février 2023, des affrontements entre pêcheurs et agriculteurs ont fait trois blessés graves dans la localité de Moulva, dans le département de Mayo-Kani¹²⁷.

Fin juillet, dans le village de Warba (département de Mayo-Sava), un conflit foncier a dégénéré en heurts violents opposant des chrétiens et des musulmans, faisant quatre morts et des dizaines de blessés¹²⁸.

Le 10 août, trois villageois sont mort lors de violents affrontements entre des villageois qui se disputaient la propriété d'une rizière située près de la ville de Kai-Kai (département de Mayo-Danay)¹²⁹.

Des affrontements entre les communautés des Arabes Choa et des agriculteurs Kotoko à Makary, un département de Kousséri, se sont soldés par trois morts et quinze blessés, dont cinq grièvement¹³⁰.

5.4. Les forces de sécurité du Cameroun

En 2023, les forces de sécurité¹³¹ ont été impliquées dans 659 incidents violents dans le Nord-Ouest, 367 incidents violents dans le Sud-Ouest, et 209 incidents violents dans la région de l'Extrême-Nord¹³².

Tout au long de l'année 2023, les forces de sécurité et de défense gouvernementales sont intervenues dans la région de l'Extrême-Nord pour neutraliser les factions de Boko Haram qui ont accru la fréquence de leurs raids meurtriers sur plusieurs localités. Au mois de juin, les moyens matériels de lutte contre les attaques des GANE islamistes ont été renforcés¹³³.

Dans les régions du NOSO, les forces de sécurité et de défense gouvernementales ont mené plusieurs opérations anti-insurrectionnelles contre les GANE séparatistes.

Rappelant que « par le passé, les forces gouvernementales ont commis de graves exactions dans le cadre de leur réponse brutale aux attaques¹³⁴ », HRW n'exclut pas qu'il y ait eu des victimes civiles collatérales lors d'affrontements contre les insurgés séparatistes, notamment au mois de juillet, aux alentours de la ville de Bamenda (région du Nord-Ouest)¹³⁵.

¹²⁴ Voir le tableau : « Implication des acteurs armés par nombre d'incidents violents », ACLED, extraction 09/04/2024, [url](#)

¹²⁵ RFI, 03/05/2024, [url](#)

¹²⁶ RFI, 03/05/2024, [url](#)

¹²⁷ ICG, 2023, [url](#)

¹²⁸ ICG, 2023, [url](#)

¹²⁹ ICG, 2023, [url](#)

¹³⁰ Xinhua, 10/08/2023, [url](#)

¹³¹ La catégorie "Forces de sécurité" englobe les forces étatiques ou interétatiques suivantes :

Military Forces of Cameroon (1982-), Military Forces of Cameroon (1982-) Rapid Intervention Battalion, Military Forces of Cameroon (1982-) Gendarmerie, Police Forces of Cameroon (1982-), Government of Cameroon (1982-), MNJTF: Multinational Joint Task Force, Private Security Forces (Cameroon), Former Military Forces of Cameroon (1982-), Police Forces of Cameroon (1982-) Prison Guards. Source : ACLED, « Veille sécuritaire », extraction 09/04/2024, [url](#)

¹³² Voir le tableau : « Implication des acteurs armés par nombre d'incidents violents », ACLED, extraction 09/04/2024, [url](#)

¹³³ ICG, 2023, [url](#)

¹³⁴ HRW, 11/01/2024, [url](#)

¹³⁵ HRW, 11/01/2024, [url](#)

De surcroît, l'ONG estime probable que « des raids militaires abusifs et des meurtres de civils aient été perpétrés contre des individus soupçonnés d'être des séparatistes ou en représailles à des attaques lancées contre des positions de l'armée¹³⁶ ».

6. Situation générale des personnes déplacées

L'insécurité qui règne dans les régions du NOSO et de l'Extrême-Nord, théâtres de violences et d'exactions répétées ciblant ou affectant des civils, continue de provoquer d'importants déplacements de population. Les affrontements intercommunautaires sporadiques le long de la frontière avec le Tchad contraignent également des milliers de personnes à se déplacer¹³⁷.

Depuis 2014, l'insécurité suscitée par les violentes attaques de Boko Haram dans le nord du Nigéria a débordée sur la **région de l'Extrême Nord** du Cameroun et le pourtour du bassin du lac Tchad, déclenchant des mouvements incessants de population, et a engendré une situation d'urgence humanitaire croissante au Cameroun et dans les pays voisins¹³⁸.

Le Conseil de sécurité de l'ONU estime qu'au 31 octobre 2023, cette région accueillait quelque 428 000 personnes déplacées, 115 000 réfugiés et 203 170 rapatriés¹³⁹.

Dans les régions du **NOSO**, les populations déplacées continuent de faire face à des violations des droits de l'homme de la part des GANE séparatistes comme des forces de sécurité. La situation sécuritaire s'est encore dégradée en 2023, qui a connu un accroissement du nombre de victimes civiles, notamment au cours de la période allant de juillet à novembre 2023¹⁴⁰.

Le Conseil de sécurité de l'ONU estime qu'au 31 octobre 2023, les régions du NOSO accueillait quelque 638 420 personnes déplacées et 442 600 personnes rapatriées¹⁴¹.

Les données statistiques compilées fin 2023 par le HCR en coopération avec le gouvernement camerounais indiquent qu'au 30 novembre 2023, le Cameroun comptait au total **2 222 307 personnes déplacées de force, un chiffre en hausse par rapport à novembre 2022**, où 2 038 539 personnes déplacées de force avaient été comptabilisées¹⁴².

Parmi ces personnes déplacées de force figurent **479 012 réfugiés et 9 495 demandeurs d'asile** venus de pays voisins (Nigéria, République centrafricaine, Tchad) ainsi que **1 075 252 personnes déplacées internes (PDIs) et 658 548 personnes retournées**. Le HCR signale que le nombre de PDIs et de personnes retournées est en hausse par rapport à l'année précédente¹⁴³.

Au cours du premier trimestre 2024, le nombre de personnes déplacées de force a légèrement augmenté pour atteindre 2 223 406 personnes au total. Parmi ces personnes déplacées figurent 477 715 réfugiés (dont 329 162 en provenance de la République centrafricaine) et 10 691 demandeurs d'asile¹⁴⁴.

Le nombre de personnes déplacées internes reste élevé avec 1 076 000 personnes recensées et celui des personnes retournées autour de 659 000 personnes recensées¹⁴⁵.

7. Situation humanitaire

Le pays est confronté à une crise humanitaire persistante. International Crisis Group (ICG) estime que **dans les régions anglophones, le conflit a causé le déplacement forcé de 765 000 personnes**,

¹³⁶ HRW, 11/01/2024, [url](#)

¹³⁷ ICG, s.d., [url](#)

¹³⁸ HCR, Gouvernement du Cameroun, 11/2023, [url](#) ; UNHCR, 30/04/2024, [url](#)

¹³⁹ ONU, 30/11/2023, [url](#)

¹⁴⁰ Global Protection Cluster (GPC), 15/05/2024, [url](#)

¹⁴¹ ONU, 30/11/2023, [url](#)

¹⁴² HCR, Gouvernement du Cameroun, 11/2023, [url](#)

¹⁴³ HCR, Gouvernement du Cameroun, 11/2023, [url](#)

¹⁴⁴ UNHCR, 31/03/2024, [url](#)

¹⁴⁵ UNHCR, 31/03/2024, [url](#)

dont plus de 70 000 sont réfugiées au Nigéria, tandis que **dans la région de l'Extrême-Nord, la guerre avec Boko Haram a forcé près de 250 000 personnes à se déplacer**¹⁴⁶.

Dans les régions du NOSO

Les GANE séparatistes ont continué d'attaquer des civils, des établissements médicaux et du personnel médical, de s'en prendre aux écoles et aux enseignants du secteur public ainsi qu'à des représentants de l'Etat. Ces attaques, ainsi que les confinements répétés imposés aux deux régions, ont continué de compromettre la sécurité et la subsistance des populations civiles et d'entraver l'accès des organisations humanitaires¹⁴⁷.

Ces dernières années, après avoir subi des attaques répétées, plusieurs structures sanitaires ont dû fermer leurs portes dans les régions en crise. D'autres, à la suite d'attaques ou de vols, se sont retrouvées avec des infrastructures sanitaires endommagées et du matériel médical manquant¹⁴⁸.

Selon l'ONU, au moins 2 245 écoles ne fonctionnent plus dans les régions anglophones en raison des attaques et des menaces des séparatistes armés¹⁴⁹.

Dans la région de l'Extrême-Nord

Selon un expert d'*International Crisis Group* (ICG) la région de l'Extrême-Nord est particulièrement vulnérable dans la mesure où elle constitue « la région la plus pauvre du Cameroun¹⁵⁰. [Elle est aussi] la plus exposée au changement climatique, avec des précipitations très irrégulières, des températures très élevées, notamment à Kousséri, à l'Extrémité nord de la région, avec une population également très importante, tout cela vient mettre beaucoup de pression sur les ressources, l'eau et la terre¹⁵¹ ».

Outre l'insécurité générale engendrée par les attaques surprises de Boko Haram, l'accès humanitaire à cette région qui compte 1,6 million de personnes dans le besoin a été entravé par des événements climatiques violents, tels que les pluies diluviennes survenues au mois de juillet qui ont anéanti les récoltes¹⁵².

De fait, les populations déplacées se retrouvent en situation de grande vulnérabilité et font face à de multiples défis en termes de mises à l'abri, d'accès à l'eau, à l'hygiène, à l'alimentation et aux soins de santé, mais aussi à l'éducation et à l'emploi.

Selon les estimations de l'ONU, en 2023, 4,7 millions de personnes au Cameroun ont eu besoin d'une aide humanitaire, ce qui représente une augmentation de 20 % par rapport à 2022¹⁵³.

¹⁴⁶ ICG, s.d., [url](#)

¹⁴⁷ ONU, 30/11/2023, [url](#)

¹⁴⁸ OCHA, 22/12/2023, [url](#)

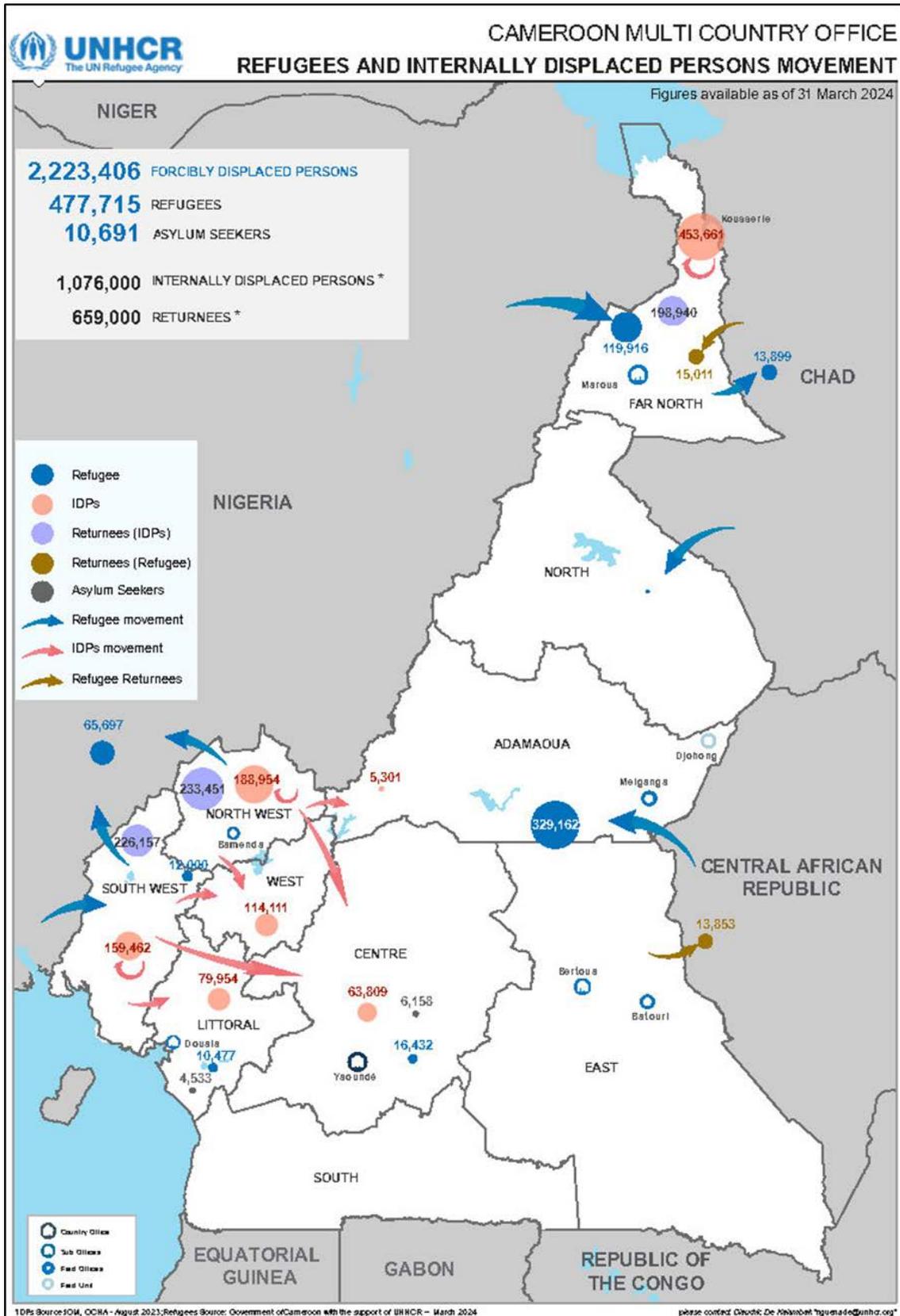
¹⁴⁹ HRW, 11/01/2024, [url](#)

¹⁵⁰ RFI, 03/05/2024, [url](#)

¹⁵¹ RFI, 03/05/2024, [url](#)

¹⁵² HRW, 11/01/2024, [url](#)

¹⁵³ ONU, 30/11/2023, [url](#)



Carte illustrant les mouvements des réfugiés et des personnes déplacées internes
 (source : UNHCR, 31/03/2024, [url](#))

Bibliographie

Sites web consultés en mai et juin 2024.

Documents DIDR

DIDR, « Cameroun : Point de situation sécuritaire d'octobre 2020 à mars 2022 », Ofpra, 20/06/2022, 09/02/2023, https://www.ofpra.gouv.fr/libraries/pdf.js/web/viewer.html?file=/sites/default/files/ofpra_flora/2205_cmr_situation_securitaire_155565_web.pdf

DIDR, « Nigeria : Boko Haram après l'allégeance à l'Etat islamique (EI) (2015) », 03/09/2020, https://www.ofpra.gouv.fr/libraries/pdf.js/web/viewer.html?file=/sites/default/files/ofpra_flora/2009_nga_boko_haram_web.pdf

Organisations intergouvernementales

Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA), « Cameroun : Rapport de situation », 07/05/2024, <https://reports.unocha.org/fr/country/cameroon/>

UNHCR, Operational Data Portal, 30/04/2024, <https://data.unhcr.org/en/country/cmr>

UNHCR, « Refugees and Internally Displaced Persons Movements » [carte], 31/03/2024, <https://data.unhcr.org/en/documents/details/107826>

UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), « Cameroon: Humanitarian Dashboard (January to December 2023) », 28/03/2024, <https://reliefweb.int/report/cameroon/cameroon-humanitarian-dashboard-january-december-2023>

ONU, Assemblée Générale, Conseil des droits de l'homme, Groupe de travail sur l'Examen périodique universel, Cameroun », [A/HRC/55/16], 11/01/2024, <https://documents.un.org/doc/undoc/gen/g23/259/58/pdf/g2325958.pdf?token=v1vuPJ9gJYkGTdsmzu&fe=true>

HCR (avec le gouvernement du Cameroun), « Cameroun : Situation des personnes déplacées de force », 11/2023, <https://reliefweb.int/report/cameroon/cameroun-statistiques-des-personnes-deplacees-de-force-novembre-2023>

Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA), « Cameroun : Rapport de situation », 22/12/2023, <https://reliefweb.int/report/cameroon/cameroun-rapport-de-situation-22-decembre-2023>

HCR, Gouvernement du Cameroun, « Cameroun : Statistiques des personnes déplacées de force (Novembre 2023) » [Infographies], 14/12/2023, <https://reliefweb.int/report/cameroon/cameroun-statistiques-des-personnes-deplacees-de-force-novembre-2023>

UNHCR, « Cameroon: Locations of forcibly displaced persons (November 2023) », [Map], 14/12/2023, <https://reliefweb.int/map/cameroon/cameroon-locations-forcibly-displaced-persons-november-2023>

ONU, Conseil de Sécurité, « La situation en Afrique centrale et les activités du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale », 30/11/2023, <https://reliefweb.int/report/cameroon/la-situation-en-afrique-centrale-et-les-activites-du-bureau-regional-des-nations-unies-pour-lafrique-centrale-rapport-du-secretaire-general-s2023934>

Institutions nationales

États-unis, CIA World Factbook, "Cameroon", 30/05/2024, <https://www.cia.gov/the-world-factbook/countries/cameroon/>

États-unis, CIA World Factbook, " Africa Demographic Atlas : Cameroon", 30/05/2024, <https://www.cia.gov/the-world-factbook/countries/cameroon/>

États-Unis, US Department of State (USDOS), « 2023 Country Report on Human Rights Practices: Cameroon », 23/04/2024, <https://www.ecoi.net/en/document/2107637.html>

Confédération suisse, Secrétariat d'Etat aux Migrations (SEM), « Focus Cameroun : Crise anglophone et personnes déplacées », 07/02/2024, <https://www.sem.admin.ch/dam/sem/fr/data/internationales/herkunftslaender/afrika/cmr/CMR-crise-anglophone-2024-f.pdf.download.pdf/CMR-crise-anglophone-2024-f.pdf>

Belgique, Commissariat Général aux Réfugiés et aux Apatrides CGRA, CEDOCA, COI Focus, « CAMEROUN : Crise anglophone : situation sécuritaire », 19/11/2021, <https://www.cgra.be/fr/infos-pays/crise-anglophone-situation-securitaire>

République du Cameroun, Institut National de Statistique (INS), « Annuaire statistique du Cameroun : Edition 2019 », [Chapitre 3 : Caractéristiques de la population], 26/02/2021, https://ins-cameroun.cm/wp-content/uploads/2021/02/0CHAPITRE-3_CHARACTERISTIQUES-DE-LA-POPULATION.pdf

Organisations non gouvernementales

Global Protection Cluster (GPC) [Réseau d'ONG et d'agences onusiennes humanitaires], « The Protection of Civilians Living Under Protracted Conflict in the Northwest and Southwest Regions of Cameroon: July 2023 - Feb 2024 », 15/05/2024, https://www.globalprotectioncluster.org/sites/default/files/2024-05/protection_cluster_key_updates_-_nsw_cameroon_july23_-_feb24.pdf

Amnesty International (AI), « La situation des droits humains dans le monde Cameroun. Rapport 2022/23 », 24/04/2024, <https://www.amnesty.org/fr/location/afrika/west-and-central-afrika/cameroon/report-cameroon/>

Armed Conflict Location and Events Data (ACLED), "Cameroon", extraction effectuée le 09/04/2024 [données allant du 01/01/2023 au 31/12/2023], 09/04/2024, http://flora.ofp/flora_doc/jsp/index_view_direct.jsp?record=doc:NOTICES:162485

International Crisis Group (ICG), « JAS face à l'EIAO : les factions de Boko Haram en guerre », [Briefing / Africa 28], 03/2024, <https://www.crisisgroup.org/fr/afrika/west-afrika/nigeria/b196-jas-vs-iswap-war-boko-haram-splinters>

Norwegian Refugee Council (NRC), « Cameroon Annual Report 2023 », 22/02/2024, <https://www.nrc.no/resources/annual-reports/cameroon-annual-report-2023/>

Human Rights Watch (HRW), « World Report 2024 – Cameroon », 11/01/2024, <https://www.ecoi.net/en/document/2103168.html>

Human Rights Watch (HRW), « Rapport mondial 2024, Cameroun: Évènements de 2023 », 11/01/2024, <https://www.hrw.org/fr/world-report/2024/country-chapters/cameroon>

Austrian Centre for Country of Origin and Asylum Research and Documentation (ACCORD), « The Cameroon Anglophone Crisis (2021 – 2023) », 08/01/2024, <https://www.ecoi.net/en/file/local/2102908/a-12289.pdf>

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), « ACLED Conflict Index », 01/2024, <https://acleddata.com/conflict-index/>

International Crisis Watch, « Tracking Conflict Worldwide: Cameroon 2023 », 2023, https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/database?location%5B0%5D=4&crisis_state=&created=custom&from_month=1&from_year=2023&to_month=12&to_year=2023&page=0

International Crisis Group (ICG), « Cameroon », s.d., <https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/cameroon>

ACLED, « Regional Overview Africa: November 2023 », 07/12/2023, <https://acleddata.com/2023/12/07/regional-overview-africa-november-2023/>

Global Protection Cluster (GPC) [Réseau d'ONG et d'agences onusiennes humanitaires], « The NSW Cameroon Protection Cluster Report #5 Forced displacement following attack on Egbekaw village (Mamfe Central Subdivision/Manyu Division/Southwest Region) », 23/11/2023, <https://www.globalprotectioncluster.org/publications/1628/communication-materials/key-messages/nsw-cameroon-protection-cluster-report-5>

Human Rights Watch (HRW), « Cameroun : Une vidéo montre des meurtres commis par des séparatistes armés », 14/10/2023, <https://www.hrw.org/fr/news/2023/10/13/cameroun-une-video-montre-des-meurtres-commis-par-des-separatistes-armes>

Amnesty International (AI), « Cameroun: Avec ou contre nous: La population prise en étau entre l'armée, les séparatistes armés et les milices dans la région du Nord-Ouest du Cameroun », 04/07/2023, <https://www.amnesty.org/fr/documents/afr17/6838/2023/fr/>

International Crisis Group (ICG), « A Second Look at Cameroon's Anglophone Special Status », 31/03/2023, <https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/cameroon/b188-second-look-camerouns-anglophone-special-status>

Human Rights Watch (HRW), « Cameroun: How Can You Throw Us Back? », 10/02/2022, <https://www.hrw.org/report/2022/02/10/how-can-you-throw-us-back/asylum-seekers-abused-us-and-deported-harm-cameroon>

Human Rights Watch (HRW), « « Ils détruisent notre avenir : Attaques des séparatistes armés contre des élèves, des enseignants et des écoles dans les régions anglophones du Cameroun », 12/2021, <https://www.hrw.org/fr/report/2021/12/16/ils-detruisent-notre-avenir/attaques-des-separatistes-armes-contre-des-eleves-des>

Human Rights Watch (HRW), « Cameroun : Les attaques de Boko Haram s'intensifient dans la région de l'Extrême-Nord », 05/04/2021, <https://www.hrw.org/fr/news/2021/04/05/cameroun-les-attaques-de-boko-haram-sintensifient-dans-la-region-de-lextreme-nord>

International Crisis Group (ICG), « Facing the Challenge of the Islamic State in West Africa Province », Africa Report n°273, 16/05/2019, <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/273-facing-the-challenge.pdf>

International Crisis Group (ICG), « Crise anglophone au Cameroun : comment arriver aux pourparlers », Rapport Afrique N°272, 02/05/2019, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/cameroon/272-crise-anglophone-au-cameroun-comment-arriver-aux-pourparlers>

Think tanks, universités et centres de recherches

Bertelsmann Stiftung, « Cameroon: Country Report 2024 », 19/03/2024, <https://bti-project.org/en/reports/country-report/CMR>

Universitat Autònoma de Barcelona, Escola Pau, «Negociaciones de paz 2023. Análisis de tendencias y escenarios», 13/01/2024,

<https://escolapau.uab.cat/img/programas/alerta/negociaciones/24/negociaciones23e.pdf>

Centre Africain d'Etudes Stratégiques de l'Afrique (CAESA), « Le nombre de décès liés aux groupes islamistes militants africains atteint un niveau record, 09/08/2023,

<https://africacenter.org/fr/spotlight/le-nombre-de-deces-lies-aux-groupes-islamistes-militants-africains-atteint-un-niveau-record/>

Institut Français des Relations Internationales (IFRI), "Boko Haram dans la région de l'extrême-Nord du Cameroun : L'arbre qui cache la forêt", (par BOBBO Moussa), 08/06/2022,

<https://www.ifri.org/fr/publications/notes-de-lifri/boko-haram-region-de-lextreme-nord-cameroun-larbre-cache-foret>

Institute for Security Studies (ISS), "No more half measures in Cameroon's Anglophone crisis", 23/03/2021, <https://issafrica.org/iss-today/no-more-half-measures-in-camerouns-anglophone-crisis>

SEIGNOBOS, Christian, « Répartition et densités de la population », dans Atlas de la province Extrême-Nord Cameroun, édité par Christian Seignobos et Olivier Iyébi-Mandjek, IRD Éditions, 2005,

<https://books.openedition.org/irdeditions/11561?lang=fr>

Médias

La Croix, « Le Cameroun, une crise majeure et oubliée, selon l'ONG Norwegian Refugee Council », 03/06/2024, <https://www.la-croix.com/international/le-cameroun-une-crise-majeure-et-oubliee-selon-l-ong-norwegian-refugee-council-20240603>

RFI, « Cameroun : pour apaiser les tensions dans l'Extrême-Nord, le climat doit être pris en compte, selon des ONG », 03/05/2024, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20240503-cameroun-apaier-les-tensions-li%C3%A9es-%C3%A0-l-eau-dans-l-extr%C3%A0me-nord>

Le Monde, « Trois otages humanitaires camerounais libérés au Nigeria après cent jours de captivité », 20/04/2024, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/04/20/trois-otages-humanitaires-camerounais-liberes-au-nigeria-apres-cent-jours-de-captivite_6228816_3212.html

Le Monde, « Au Cameroun, l'opposition se déchire déjà sur la désignation d'un candidat unique pour la présidentielle d'octobre 2025 », 26/02/2024, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/02/26/au-cameroun-l-opposition-se-dechire-deja-sur-la-designation-d-un-candidat-unique-pour-la-presidentielle-d-octobre-2025_6218670_3212.html

RFI, « Cameroun : l'exécution publique de 2 civils dans le Nord-Ouest assumée par un groupe séparatiste », 11/10/2023, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20231011-cameroun-l-ex%C3%A9cution-publique-de-2-civils-dans-le-nord-ouest-assum%C3%A9e-par-un-groupe-s%C3%A9paratiste>

Le Monde avec AFP, « Cameroun : au moins vingt morts dans une attaque de « séparatistes » anglophones », 06/11/2023, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/11/06/cameroun-au-moins-vingt-morts-dans-une-attaque-de-separatistes-anglophones_6198542_3212.html

Le Monde, « Cameroun : dans les régions anglophones, le viol comme arme de guerre », 24/09/2023, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/09/24/cameroun-dans-les-regions-anglophones-le-viol-comme-arme-de-guerre_6190803_3212.html

Journal du Cameroun, « Cameroun-crise anglophone : véhicules, occupants et commerces incendiés à Buea », 07/09/2023, <https://fr.journalducameroun.com/cameroun-crise-anglophone-vehicules-occupants-et-commerces-incendies-a-buea/>

Koaci (Côte d'Ivoire), « Un chauffeur de taxi et ses passagers brûlés vifs dans le Sud-Ouest », 07/09/2023, https://www.koaci.com/article/2023/09/07/cameroun/societe/cameroun-un-chauffeur-taxi-et-ses-passagers-brules-vifs-dans-le-sud-ouest_172123.html

Xinhua, « Cameroun: au moins 3 morts dans des affrontements intercommunautaires dans l'Extrême-Nord », 07/08/2023, <https://french.news.cn/20231008/ff0c6461f2a44c41a6b5be1757013b29/c.html>

Reuters, « Cameroon militants set cars on fire, shoot passengers in village attack », 07/08/2023, <https://www.reuters.com/world/africa/cameroon-militants-set-cars-fire-shoot-passengers-village-attack-2023-09-07/>

Le Monde, « Cameroun : Amnesty dénonce les « atrocités » commises par chaque camp dans les régions anglophones », 04/07/2023, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/07/04/cameroun-amnesty-denonce-les-atrocites-commises-par-chaque-camp-dans-les-regions-anglophones_6180426_3212.html

Le Monde avec AFP, « Au Cameroun, une trentaine de femmes enlevées par des séparatistes anglophones », 24/05/2023, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/05/24/au-cameroun-une-trentaine-de-femmes-enlevees-par-des-separatistes-anglophones_6174593_3212.html

Journal du Cameroun, « Cameroun : une députée SDF kidnappée sur la route de Bambui dans la Mezam », 08/02/2023, <https://fr.journalducameroun.com/cameroun-une-depute-sdf-kidnappee-sur-la-route-de-bambui-dans-la-mezam/>

Le Monde, « Dans les régions anglophones du Cameroun, la guerre au ralenti et la paix au point mort », 09/12/2022, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/12/09/dans-les-regions-anglophones-du-cameroun-la-guerre-au-ralenti-et-la-paix-au-point-mort_6153740_3212.html

African Arguments, « Death by a thousand cuts: Cameroon struggles in fight against separatists », 24/08/2021, <https://africanarguments.org/2021/08/death-by-a-thousand-cuts-cameroon-struggles-in-fight-against-separatists/>

Radio France International (RFI), « Cameroun : la nouvelle stratégie des séparatistes », 23/05/2021, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210923-cameroun-la-nouvelle-strat%C3%A9gie-des-s%C3%A9paratistes>

RFI, « Cameroun : prison à vie confirmée en appel pour le leader séparatiste Sisiku Ayuk Tabe », 18/09/2020, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20200918-cameroun-prison-%C3%A0-vie-confirm%C3%A9e-en-appel-le-leader-s%C3%A9paratiste-sisiku-ayuk-tabe>

Echos d'Afrique, « Le Cameroun, un pays qui surprend agréablement le visiteur », 29/11/2019, <https://www.echosdafrique.com/20191129-5972>

Mimi Mefo Infos, « Dr. Sako sworn in as President of Ambazonia », 29/11/2019, <https://mimimefoinfos.com/dr-sako-sworn-in-as-president-of-ambazonia/>

Jeune Afrique, « Cameroun : Sisiku Ayuk Tabe et neuf autres séparatistes anglophones condamnés à la prison à vie », 20/08/2019, <https://www.jeuneafrique.com/817996/politique/cameroun-sisiku-ayuk-tabe-et-neuf-autres-separatistes-anglophones-condamnes-a-la-prison-a-vie/>

La Croix, « Au Cameroun anglophone, de nombreuses divisions fragmentent les séparatistes », 19/02/2018, <https://www.la-croix.com/Monde/Au-Cameroun-anglophone-nombreuses-divisions-fragmentent-separatistes-2018-02-19-1300914881>

Illustrations

DIDR, Carte illustrant la répartition des incidents violents par région en 2023 (Infographie : DIDR, Ofpra)

Tableau montrant la population du Cameroun par région en valeur absolue et en part relative en 2019 ; source : République du Cameroun, Institut National de Statistique (INS), « Annuaire statistique du Cameroun : Edition 2019 », [Chapitre 3 : Caractéristiques de la population], 26/02/2021, https://ins-cameroun.cm/wp-content/uploads/2021/02/0CHAPITRE-3_CHARACTERISTIQUES-DE-LA-POPULATION.pdf

Graphique circulaire illustrant la part démographique de chaque région camerounaise en 2019 ; source : République du Cameroun, Institut National de Statistique (INS), « Annuaire statistique du Cameroun : Edition 2019 », [Chapitre 3 : Caractéristiques de la population], 26/02/2021, https://ins-cameroun.cm/wp-content/uploads/2021/02/0CHAPITRE-3_CHARACTERISTIQUES-DE-LA-POPULATION.pdf

Carte illustrant les mouvements des réfugiés et des personnes déplacées internes au Cameroun ; Source : UNHCR, Cameroon MCO, « Refugees and Internally Displaced Persons Movements » [carte], 31/03/2024, <https://data.unhcr.org/en/documents/details/107826>